

# Le Midi Rouge

N°26, Décembre 2015

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Secrétaire de rédaction :

André BALENT

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 – 8927

Imprimerie spéciale de

l'Association MAITRON LR

Abonnement institutionnel :

15 €, port inclus

Abonnement individuel :

7 €, port inclus

Adhésion (avec abonnement) :

15 €, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Jacques BLIN

Hélène CHAUBIN

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Patrick VAZEILLES

## TABLE DES MATIÈRES

**PRÉSENTATION** .....p. 2

### NOTES DE RECHERCHES :

**André Balent** : Léon Comignan (1873-1916), officier perpignanais informateur de Jaurès pour la rédaction de *L'Armée nouvelle*.....p. 3

**Hélène Chaubin** : *L'Action ouvrière en Languedoc-Roussillon, 1942-1944*.....p. 14

### LECTURES CHOISIES :

**Miquèl Ruquet** : *Les Cahiers Max Rouquette*, n° 9, 2015, Association Amistats Max Rouquette, Montpellier.....p. 21.

**Hélène Chaubin** : Georges SENTIS, *Le massif du Canigou et son piedmont, haut lieu de la Résistance 1939/1945*, Perpignan, éditions Marxisme/Régions, 2014, 206 pages.....p.22.

**André Balent** : Eric FORCADA, *Perpignan libéré. Reportage du photjournaliste Auguste Chauvin*, Perpignan, Mare Nostrum, 2015, 261 p. Édition bilingue catalan et français.....p. 25.

**Pierre Chevalier** : Cristià XANXO, *La libération de Catalunya Nord ou le retrait allemand, samedi 19 et dimanche 20 août 1944*, collection les cahiers d'histoire contemporaine... un pas de la història a Catalunya Nord, Terra Nostra, Prades, 2015,152 p.....p. 28.

**Richard Vassakos** : Hélène CHAUBIN, *L'Hérault dans la guerre 1939-1945*, Paris, De Borée, 2015, 377 p. ....p. 30.

**Richard Vassakos** : Jean-Claude RICHARD-RALITE (éd.), *Les Libérations d'août 1944*, Arts et traditions rurales, Le Caylar, 2014, 216 p. ....p. 32.

### BIOGRAPHIES :

**Jacques Blin** : Salvat Gilles, Marius .....p. 33

**Hélène Chaubin** : Roquefort Félix, François, Xavier [Pseudonymes dans la clandestinité ; Raynal, Cantal]. p. 36

**André Balent** : Ramond Aimé, Jean, Marie, Louis.....p. 39

**Jean-Pierre Besse** : Bardet, Jean, Léon, Pierre.....p. 43

**Pierre Chevalier** : Sentis Francis [Duboucher dans la Résistance].....p. 44

## **PRÉSENTATION DU MAITRON :**

---

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément le *Maitron*, recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant certaines de leurs biographies par ailleurs publiées dans le *Maitron*. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

### Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

c / o Hélène Chaubin, rue Armand Jamot, 34 000 Béziers-

06 64 88 57 35 ; [helene.chaubin@wanadoo.fr](mailto:helene.chaubin@wanadoo.fr)

Pour tout envoi et règlement, contactez le trésorier, secrétaire de la rédaction :

André Balent

29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan

04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69 ; [cat-ab-balent@wanadoo.fr](mailto:cat-ab-balent@wanadoo.fr).

## NOTES DE RECHERCHES :

---

### LÉON COMIGNAN (1873-1916) OFFICIER PERPIGNANAIS INFORMATEUR DE JAURÈS POUR LA RÉDACTION DE *L'ARMÉE NOUVELLE*

Dans notre article sur le monument Jaurès de Perpignan<sup>1</sup>, nous avons évoqué la collaboration du Perpignanaise Léon Comignan, officier de carrière, avec le grand tribun socialiste. Nous expliquions que Jaurès, avant 1913, n'était guère soutenu par la majorité guesdiste qui, autour de Lucien Deslinières (1857-1937) à la suite de Jean Manalt (1865-1915), dirigeait la fédération départementale du Parti socialiste unifié (SFIO). Seule une petite minorité dont le chef de file était Jean Payra (1882-1937) se réclamait du député du Tarn. Pendant la guerre, toutefois, Payra et ses amis ralliés au pacifisme et rejoints par des radicaux<sup>1</sup> qui autour de Victor Dalbiez (1876-1954) et Pierre Rameil (1878-1936) partageaient ces options, allaient se réclamer de Jaurès en popularisant son action d'« apôtre de la paix ».

Le Perpignanaise Léon Comignan ayant embrassé la carrière militaire demeurait à l'écart des débats qui agitèrent avant 1914 les rangs des socialistes catalans. Nous le connaissions depuis longtemps comme étant l'époux d'une remarquable militante socialiste, féministe et pacifiste, Marianne Gaillarde (1875-1964)<sup>2</sup> active dès la Belle Époque et qui vécut dans les Pyrénées-Orientales à partir des années 1930.

#### Léon Comignan, famille et études :

Léon Comignan naquit à Perpignan le 14 juin 1873 dans une famille d'artisans et commerçants établis dans la ville depuis plusieurs générations<sup>3</sup>.

Son grand-père paternel, Pierre, Hilaire Comignan, né à Perpignan le 27 février 1817, établi comme marchand de fer était le fils de Pierre, un salpêtrier (âgé de quarante ans en 1817) et de Marie Fabre. Sa grand-mère maternelle, Josèphe, Juste, Thérèse Carrère (connue ensuite comme « Joséphine ») était née à Perpignan le 7 juin 1815 et était la fille de Just, un « maréchal à forge » et de Josèphe Jaumote.

Un de leurs fils, le père de Léon — Joseph, *Justin*, Hilaire Comignan — naquit à Perpignan le 8 juin 1843.

---

<sup>1</sup> André Balent, « Autour de l'inauguration (31 juillet 1921) du monument Jaurès de Perpignan, œuvre de Gustave Violet », *Le Midi Rouge, bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon*, 24, Béziers 2014, pp. 3-13. Cet article développe un des aspects de notre conférence aux archives départementales des Pyrénées-Orientales (18 septembre 2014) dans le cadre des conférences hebdomadaires du jeudi (*Anim' Archiv*) : « La réception de l'assassinat de Jaurès dans les Pyrénées-Orientales ».

<sup>2</sup> Nous avons rédigé plusieurs notices biographiques de cette femme de caractère : *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (Jean Maitron, Claude Pennetier, dir.), tome XXIII, Paris, Éditions ouvrières, 1984, pp. 118-119 et CDROM, 1997 ; *Nouveau dictionnaire de biographies roussillonnaises* (Gérard Bonet, André Balent, Étienne Frénay, Nicolas Marty, Michelle Ros, dir.), Perpignan, Publications de l'Olivier, 2001, pp. 282-284 ; *Dictionnaire biographique Mouvement ouvrier, mouvement social [DBMOMS]*, (Claude Pennetier, dir.) tome 10, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2014, p. 371 (et site *Maitron en ligne*, université de Panthéon-Sorbonne). Cf. aussi Marcel Roels, *Ils creusèrent le sillon...* Paris, Éditions de la Liberté, s.d. [après 1945], 63 p. [portraits de vieux militants socialistes, pp. 44-50, portrait de Marianne Rauze. Cet ouvrage mentionne les relations entre Gérard et Comignan, tous deux membres du groupe Rossel, informateur militaire de Jean Jaurès. Cet ouvrage édité dans les premières années de la Quatrième République, avant la mort de Léon Blum, ne figure pas sur le catalogue de la BNF].

<sup>3</sup> ADPO (Archives départementales des Pyrénées-Orientales), état civil en ligne de Perpignan. Divers actes de naissance, de mariage et de décès des parents de Léon Comignan ; AC Perpignan, 1 E 84, état civil, acte de naissance de Léon Comignan.

Les grands-parents maternels étaient des commerçants perpignanais. Le grand-père, Jean, *Michel* Vizer, né à Perpignan le 2 mai 1825, était établi comme épicier. Il avait épousé Eulalie Narac, âgée de vingt-et-un ans en 1847 dont nous ignorons la commune d'origine. Leur fille Marie, Céleste Vizer était née à Perpignan le 4 août 1847. C'était la mère de Léon Comignan.

Les parents de Léon Comignan se marièrent à Perpignan, sans contrat, le 8 juin 1870. À cette date, Justin Comignan exerçait la profession d'employé de commerce et était domicilié chez ses parents, 12, rue Saint-Martin. Plus tard, il fut un négociant établi à son compte. A-t-il repris le commerce paternel ? Il semblerait que ses revenus aient été suffisants pour lui permettre d'inscrire son fils Léon au collège de garçons de Perpignan. Justin Comignan mourut à Perpignan le 31 octobre 1897 à l'âge de cinquante-quatre ans. Sa veuve assura alors la gestion du négoce.

Les idées de la famille devaient être plutôt républicaines ainsi que l'indique le choix du collège de garçons de Perpignan<sup>1</sup>. Cet établissement était fréquenté plus volontiers par les enfants des couches aisées d'idées républicaines alors que la bourgeoisie conservatrice préférait l'institution Saint-Louis-de-Gonzague ou n'hésitait pas à envoyer ses rejetons en pension à l'école des dominicains de Sorèze (Tarn) ou chez les jésuites du Caousou à Toulouse.

Léon Comignan quitta le collège de Perpignan sans avoir obtenu le baccalauréat. Sa fiche du registre matricule de l'Armée indique que, au conseil de révision, son niveau d'instruction générale était du degré 3, c'est à dire celui d'« une instruction primaire plus développée »<sup>2</sup>. Il fut employé de bureau — ainsi que l'indique le registre matricule — pendant une durée indéterminée mais qui ne peut avoir été très prolongée du fait de son engagement dans l'Armée. Travaillait-il dans l'entreprise paternelle ?

En l'absence de photographie, les indications contenues sur sa fiche du registre matricule permettent de se faire une idée de son aspect physique. Il mesurait un mètre soixante-seize, avait des yeux bruns, des cheveux châtain, un front bombé, un menton rond et un visage ovale.

### **Le début de sa carrière militaire jusqu'à son mariage<sup>3</sup> :**

Le 15 octobre 1891, Léon Comignan signa en mairie de Perpignan un engagement volontaire dans l'Infanterie pour quatre ans. Il fut affecté au 115<sup>e</sup> RI (régiment d'Infanterie) en garnison à Paris (avec une compagnie à Villeneuve-l'Étang, commune de Marnes-la-Coquette, actuel département des Hauts-de-Seine). Arrivé au corps le 17 octobre, soldat de 2<sup>e</sup> classe, il devint soldat de 1<sup>e</sup> classe le 15 mai 1892, caporal le 11 août suivant, sergent le 24 septembre 1893. Il contracta un nouvel engagement avec prime le 23 septembre 1895. Sergent fourrier le 29 janvier 1896, à nouveau sergent le 12 juin 1896, il fut promu sergent major le 5 novembre 1897. Il intégra ensuite l'école d'infanterie de Saint-Maixent (Deux-Sèvres). Sous-officier élève officier le 10 avril 1899, il se classa 266<sup>e</sup> sur 307 élèves classés de sa promotion. À sa sortie, il fut promu le 20 mars 1900 sous-lieutenant au 116<sup>e</sup> RI de Vannes (Morbihan). Cette décision prenait effet le 1<sup>er</sup> avril suivant.

### **Son mariage, des amitiés catalanes et régimentaires :**

---

<sup>1</sup> Devenu lycée en 1945 (c'est l'actuel lycée François-Arago).

<sup>2</sup> ADPO, 1 R 413, f° 418, registre matricule des Pyrénées-Orientales.

<sup>3</sup> Son cursus militaire nous est connu grâce aux informations contenues dans le registre matricule (ADPO, 1 R 413). Le dossier de la Légion d'Honneur (AN, Archives nationales, LH 577/3, disponible en ligne sur la base Léonore) n'apporte que peu d'éléments nouveaux. Gilles Candar que nous remercions nous a communiqué les éléments contenus dans son dossier de carrière du SHD (Service historique de la Défense), Vincennes (courriels du 26 et 30 juillet 2015 et courrier postal du 28 juillet 2015).

L'enracinement catalan de sa belle-famille<sup>1</sup> :

Léon Comignan épousa Marie, Anne [Marianne], Rose Gaillarde<sup>2</sup> née le 20 septembre 1875 à Paris (VII<sup>e</sup> arrondissement).

Le père de Marianne, Édouard, Théodore, Fulcrand Gaillarde<sup>3</sup>, alors âgé de trente-deux ans était lieutenant au 115<sup>e</sup> de ligne, le régiment de Léon Comignan de 1891 à 1899. Ses racines étaient nord catalanes, cerdanes plus précisément. En effet, il était né à Porta, commune de la vallée de Carol, en Cerdagne, le 22 juillet 1843. Son père, Michel, Joseph Gaillarde, âgé alors de cinquante-six ans était un officier retraité et occupait un emploi de receveur des douanes dans une commune connue des autorités comme un foyer de dissidence plus ou moins larvée, grand centre de contrebande avec l'Espagne et l'Andorre limitrophes. Sa tâche ne devait pas être facile. Pourtant lui-même, et sans doute aussi son épouse Marie-Jeanne Boyé<sup>4</sup> alors âgée de quarante ans, étaient des Cerdans. Michel Gaillarde était le fils Damien Gaillarde et Marguerite Colomer, cultivateurs à Saillagouse, chef-lieu de canton et « capitale » administrative de la Cerdagne française. Deux ans avant la naissance de son fils Édouard, il était en poste à Arles-sur-Tech, en Vallespir, sur la frontière espagnole des Pyrénées-Orientales où il assurait les fonctions de visiteur des douanes. Dans cette localité naquit le 29 août 1841 son autre fils Paul, Ange, Rose. Celui-ci, cultivateur à Codalet, se maria le 27 septembre 1867 dans sa commune de résidence avec la fille d'un journalier, Christine Vergès, née à Prades le 27 novembre 1843. Le frère aîné d'Édouard Gaillarde était donc un modeste agriculteur. La carrière militaire d'Édouard Gaillarde présente beaucoup de points communs avec celle de son ami du 115<sup>e</sup> RI, le mari de sa fille Marianne. Tous deux, engagés volontaires devinrent des officiers sortis du rang. Engagé volontaire au 41<sup>e</sup> RI le 29 octobre 1860, Édouard Gaillarde fut libéré le 29 octobre 1862. Il s'engagea à nouveau dans l'Armée (au 45<sup>e</sup> RI) le 3 mars 1864 et parcourut rapidement le cursus des sous-officiers, jusqu'au grade de sergent major (6 décembre 1867). Renvoyé par anticipation le 24 octobre 1869, il fut rappelé au 45<sup>e</sup> RI par décret du 14 juillet 1870. Il participa à guerre franco-allemande du 18 août 1870 au 7 mars 1871. Entre temps, il avait été muté, le 16 octobre 1870, au 35<sup>e</sup> régiment de marche. Cette guerre facilita une promotion rapide : sergent major le 22 juillet 1870, adjudant le 30 septembre 1870, sous-lieutenant le 1<sup>er</sup> octobre 1870. Du 25 mars 1871 au 1<sup>er</sup> avril 1871, il participa avec son régiment à des opérations « à l'intérieur », c'est à dire, comme ne le disent pas les documents administratifs, contre la Commune de Paris. Muté au 35<sup>e</sup> RI le 1<sup>er</sup> avril 1871, il fut affecté

---

<sup>1</sup>ADPO, 2 E 803-804, état civil de Codalet (décès des deux parents d'Édouard Gaillarde) ; 2 E 2773, état civil de Peyrestortes (naissance d'Élisabeth Douzon) ; 2 E 2552, (mariage entre Édouard Gaillarde et Élisabeth Douzon) ; 2 E 151, état civil d'Arles-sur-Tech (naissance de Paul Gaillarde, frère d'Édouard).

AC Porta, acte de naissance d'Édouard Gaillarde.

Archives de la ville de Paris, 4 E 3292, naissance de Marie, Anne, Rose Comignan, 4 E 4911, mariage entre Léon Comignan et Marianne Gaillarde.

<sup>2</sup> Publiciste et propagandiste socialiste, féministe et antimilitariste (cf. note 2, p. 3), elle fut connue comme « Marianne » et adopta le pseudonyme de « Rauze » qui renvoie à son troisième prénom, Rose qui était aussi celui de sa grand-mère maternelle. Elle signa ses articles et livres Marianne Rauze (14 titres pour la plupart des brochures féministes et antimilitaristes — dont une postfacée par Romain Rolland — des années 1920 à la Bibliothèque nationale, par exemple ; mais en 1908, elle signa ses légendes bretonnes « Mme Comignan-Gaillarde », 2 titres à la BNF). Veuve, elle se fit souvent connaître publiquement comme « Marianne Comignan ».

<sup>3</sup> AN, LH 1056/2, base Léonore, dossier Édouard Gaillarde.

<sup>4</sup> Son patronyme est orthographié « Boyé » sur l'acte de naissance de son fils Édouard (AC Porta, registre de l'état civil) et « Boyé » sur la copie certifiée conforme de l'acte incluse dans son dossier de la Légion d'Honneur (AN, LH/1056/2). Par contre, mal lu, il fut interprété « Borie » sur son acte de décès (Codalet, en Conflent, Pyrénées-Orientales), le 22 juillet 1867 et sur l'acte de mariage de son fils Paul, cultivateur à Codalet, frère d'Édouard avec Christine Vergès à Codalet le 27 novembre 1867 (ADPO, 2 E 802-803, état civil de Codalet). « Boyé » est un patronyme répandu dans la commune voisine de Porté.

au 115<sup>e</sup> le 3 mars 1873 avec le grade de lieutenant. Il reçut la décoration de chevalier de la Légion d'honneur le 5 juillet 1888. Son dossier de la Légion d'honneur ne mentionne aucune action d'éclat en temps de guerre.

Le 20 juillet 1874, il se mariait à Perpignan avec Élisabeth, Rose, Marie Douzon, la mère de Marianne. Celle-ci était née le 2 juillet 1851 dans une métairie de Peyrestortes, village de la plaine du Roussillon, au nord de Perpignan et à proximité de Rivesaltes. Le médecin qui l'a présentée à l'officier de l'état civil lui donna ses trois prénoms. Sa mère, Rose Douzon âgée de trente ans, sans profession, était domiciliée à Perpignan. Le père était inconnu. En 1874, Élisabeth Douzon habitait à Perpignan avec sa mère, toujours sans profession. Comment cette jeune femme, fille naturelle issue d'un milieu très modeste, avait-elle connu l'officier qu'elle épousa ? Le fait est que l'un des témoins du mariage était Joseph Douzon, greffier de justice de paix âgé de soixante-deux ans. Dans l'impossibilité de vérifier les lieux de naissance de Joseph et Rose Douzon dans les registres de l'état civil de Perpignan, on peut supposer qu'ils étaient apparentés, peut-être frère et sœur et que Joseph Douzon n'a pas été étranger à l'éducation de la jeune Élisabeth. En 1900, celle-ci, veuve d'Édouard Gaillarde, était domiciliée avec sa fille Marianne 13, rue Jules-César à Paris (XII<sup>e</sup> arrondissement).

Édouard Gaillarde mourut le 5 octobre 1897 alors qu'il était capitaine à la retraite : la date du décès est mentionnée dans le dossier du SHD consulté par Gilles Candar. Il semblerait, après consultation de l'état civil de Paris, que son décès n'ait pas eu lieu dans la capitale.

Le mariage de Léon Comignan avec Marianne Gaillarde ; le 115<sup>e</sup> RI de Paris, lieu de rencontre et de sociabilité :

Le mariage entre Léon Comignan et Marianne Gaillarde fut célébré le 4 août 1900 à Paris (XII<sup>e</sup> arrondissement), en présence de témoins tous officiers d'active (les capitaines Albert Péronne et Georges Bury, tous deux du 115<sup>e</sup> de ligne, amis de Léon ; le médecin-chef major de première classe Félix Saletes, du 89<sup>e</sup> ligne et Alfred Meunier, capitaine en retraite, « amis » de Marianne). Il convient de noter ici que le père de la mariée avait été officier au même régiment que Léon Comignan. Les deux hommes s'étaient donc connus avant septembre 1894, date du départ à la retraite d'Édouard Gaillarde. Leurs communes origines catalanes les avaient sans doute amenés à sympathiser. Devenus amis, ils ont continué à se rencontrer. Ainsi Léon Comignan a pu approcher celle qu'il allait épouser. Quelque part, le 115<sup>e</sup> RI a facilité et approuvé un mariage auquel le général commandant le 11<sup>e</sup> corps d'armée donna son autorisation le 9 juillet 1900. Marianne était « instruite, bien élevée », « (d'une) conduite et moralité irréprochables ». Elle apportait une dot de 3000 Fr. en bijoux, habits et linge, 4000 Fr. en meubles et objets, 31 000 Fr. d'obligations héritées de son père rapportant un revenu annuel de 1256 Fr. Un contrat de mariage avait été signé chez M<sup>e</sup> Albert Morel de Arlem, notaire à Paris.

Léon Comignan et Marianne Gaillarde eurent un fils unique, José, Justin<sup>1</sup> né à Vannes le 4 mai 1901. Licencié ès sciences, il commença avec bonheur une carrière de naturaliste. Spécialisé en entomologie, José Comignan membre de la Société entomologique de France depuis 1922, fut un disciple de Jean Rabaud (1868-1956), zoologiste. Il devint un collaborateur de René Jeannel (1879-1965), naturaliste, directeur du Museum d'Histoire naturelle de Paris ; il l'aida à mettre en place le vivarium de ce prestigieux établissement. Il publia plusieurs communications savantes dans des revues spécialisées, en particulier le *Bulletin de la Société entomologique de France*. Il adhéra aussi à la Société des sciences naturelles du Maroc. Il mourut subitement emporté le 1<sup>er</sup> octobre 1928 par un mal foudroyant, provoqué semble-t-il, par une piqûre d'un insecte venimeux. Il s'intéressait aussi à la

---

<sup>1</sup> Sur José Comignan, voir : Marcel Roels, *op. cit.*, pp. 40-55 et plus particulièrement p. 47 ; articles de José Comignan, in *Bulletin de la Société entomologique de France*, années 1920 ; nécrologie de José Comignan, in *Bulletin de la Société entomologique de France*, 21, 1928, p. 234 et in *L'Année psychologique*, 1927, volume 28, p. 846 [le volume daté de 1927 fut publié fin 1928]. Voir également : AD Morbihan, état civil de Vannes, registre des naissances, 1901 ; un article sur son activité auprès de Jeannel au Museum de Paris dans le quotidien suisse la *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 23 décembre 1927.

psychologie ce qui lui valut une nécrologie élogieuse dans une revue spécialisée déjà ancienne, *L'Année psychologique*. Sa mère fut très éprouvée par cette disparition prématurée qui ne fut pas étrangère à son installation à Perpignan dans les années 1930.

### **La carrière militaire de Léon Comignan après son mariage, avant la Grande Guerre<sup>1</sup> :**

Léon Comignan fut promu lieutenant du 116<sup>e</sup> RI de Vannes par décret du 20 mars 1902 avec effet le 1<sup>er</sup> avril. Il devint lieutenant porte drapeau du régiment le 10 décembre 1903. En octobre 1900, juste après son mariage, le lieutenant-colonel de son régiment notait : « A de l'entrain et de la fermeté avec le désir de bien faire (...) A bien fait mes manœuvres ». Dans les notes du colonel de Courson (de 1901 à 1903), Comignan apparaît comme un « bon officier », d'« intelligence moyenne », « très dévoué », « énergique », « sérieux, zélé », « modeste ». Il s'occupait « très bien de son peloton » quoiqu'étant « un peu inexpérimenté dans la répression des fautes ». En 1905, le nouveau chef de corps, le colonel Rousselot, vantait son « grand bon sens », « ses qualités militaires » et « son excellent esprit ». Il notait également qu'il connaissait la musique et jouait du violon. En 1907, il ne fit que des éloges du lieutenant Comignan. Le 6 avril 1908, celui-ci fut blessé en service commandé en campagne et contracta une névralgie cervico-faciale. Peu de temps après, il changeait d'affectation.

Le 23 juin 1908, en effet, Léon Comignan fut muté au 102<sup>e</sup> RI, encaserné à Paris et à Chartres (Eure-et-Loir). Toujours lieutenant porte-drapeau du régiment et désormais proche de la capitale, il eut une activité politique forcément très discrète sur laquelle nous reviendrons et qui n'apparaît pas dans les divers dossiers militaires le concernant. Ce que nous savons, c'est que cette mutation donna l'occasion à sa femme de se rapprocher de Laura Lafargue<sup>2</sup> et d'adhérer en 1907 à la XV<sup>e</sup> section de Paris du Parti socialiste. Elle développa une ardente activiste politique à Paris puis dans l'Eure-et-Loir et écrivit désormais ses articles sous le pseudonyme de Marianne Rauze afin de préserver la carrière de son mari<sup>3</sup>. Cette femme de conviction, active et énergique, exerça, à n'en point douter, une influence intellectuelle sur son mari. Celui-ci, toutefois, ne semble pas avoir été issu d'une famille conservatrice. Le choix parental du collège de garçons pour commencer des études secondaires inachevées était, dans le contexte perpignanais des années 1880, un indice de préférences politiques, à tout le moins républicaines. Mais dans la conversion de Comignan au socialisme, il semblerait que l'influence de sa femme ait joué un rôle de premier plan, même si l'on ne peut exclure l'influence d'autres relations, dans les milieux militaires ou civils. En tout cas, la crise de l'armée, conséquence de l'affaire Dreyfus, induisit, comme a pu l'écrire Madeleine Rebérioux dans sa préface de l'édition abrégée (1969) de *L'Armée nouvelle*, une relative transformation du corps des officiers en favorisant les boursiers de lycée et une augmentation sensible du nombre des élèves de Saint-Maixent. Quelque part, Comignan était un promu de cette nouvelle méritocratie.

Ses notes furent désormais excellentes. Dès le mois d'octobre 1908, le lieutenant-colonel Bachelay écrivait à propos de Comignan : « Excellent officier, dévouement rare ». En 1910, le colonel Deligny, soulignant ses qualités, proposa son avancement au grade de capitaine. Il présentait Comignan comme « intelligent et débrouillard, fanatique ». « M. le lieutenant Comignan est un brave homme et le modèle des bons serviteurs. Son instruction générale est moyenne, son instruction militaire satisfaisante. Très méritant. Pourra arriver capitaine au choix. Allant et plein de ressources. Le lieutenant Comignan est un serviteur des plus précieux ». Cette proposition d'avancement fut réitérée en 1912. Le colonel regrettait que cet « excellent officier » n'ait pas été promu capitaine. Un autre

---

<sup>1</sup> ADPO, 1 R 413 ; AN, LH 1056/2 ; SHD, dossier individuel, notes aimablement communiquées par Gilles Candar ; Gilles Candar & Christophe Prochasson, « Jaurès et le milieu des officiers républicains », *Cahiers Jaurès*, « Jaurès et la défense nationale », Société d'études jaurésiennes, 3, 1993 (n° 130 de *Jean Jaurès. Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*) pp. 63-79 ; Gilles Candar & Vincent Duclert, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, 686 p. [p. 436] ; Madeleine Rebérioux, Présentation de *L'Armée nouvelle*, édition abrégée, Paris, 10-18 UGE, 1969, pp. 39-44 (en ligne sur le site de la Société d'études jaurésiennes, [www.Jaures-info](http://www.Jaures-info), consulté le 23 août 2015).

<sup>2</sup> Fille de Karl Marx, et femme de du socialiste guesdiste Paul Lafargue (1842-1911), Laura Lafargue (1845-1911) fut aussi une militante socialiste. Les époux Lafargue se suicidèrent dans leur maison de Draveil (actuel département de l'Essonne).

<sup>3</sup> Cf. Balent, *op. cit.*, *DBMOMS*, 2014 ; Roels, s.d., *op. cit.*

rapport le signalait comme « bon officier, actif, vigoureux, secondant bien son capitaine ». Encore lieutenant, il dirigeait « avec autant de zèle que de compétence, en garnison et en manœuvre, les divers services dont il est chargé : casernement, couchage, chauffage, commission des ordinaires, approvisionnement ». En 1911, il suivit des cours de tir et reçut une citation en 1912 pour son étude sur le couchage des soldats [cf. *infra*, § suivant]. Après avoir été noté « officier hors de pair, intelligent, travailleur cultivé, vigoureux plein d'entrain, de valeur militaire incontestée », il finit par être promu capitaine au choix le 23 septembre 1913, à l'âge de quarante ans, toutefois. Peu auparavant, le 6 septembre il avait été nommé officier d'Académie (l'ordre actuel des Palmes académiques). Capitaine, il assura désormais les fonctions de capitaine trésorier du 102<sup>e</sup> RI. Dans son nouveau grade, les rapports de ses chefs furent toujours aussi élogieux. Ainsi, en 1914 : « officier intelligent, sérieux, dévoué. Nature très franche et sympathique ». En 1914, avant la guerre, il était domicilié à Chartres, l'une des deux garnisons du 102<sup>e</sup>.

### **Léon Comignan officier socialiste, Jaurès, le groupe Rossel et la rédaction de *L'Armée nouvelle*<sup>1</sup>:**

Léon Comignan fit partie du « groupe d'études militaires » fondé en janvier 1909 par un groupe d'officiers socialistes adhérents de la Fédération de la Seine du Parti socialiste unifié (SFIO)<sup>2</sup> dont quelques-uns furent associés, comme « experts » à la rédaction d'un ouvrage de Jean Jaurès consacré aux problèmes militaires et de la guerre, *L'Armée nouvelle* (Paris, Jean Rouff, 1911, 686 p.). Mais Comignan semble avoir été associé depuis 1907 à la réflexion du capitaine Henri Gérard, un ami de Jean Jaurès. Marcel Roels — qui de toute évidence a bien connu Marianne Comignan — a signalé, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, que Comignan « homme de cœur et d'une intelligence élevée », avait été un collaborateur pour la rédaction de *L'Armée nouvelle*. Si Comignan put être associé à ce groupe de réflexion collective d'officiers socialistes, c'est précisément parce qu'il connaissait personnellement l'officier qui en fut l'animateur, le capitaine Henri Gérard, affecté au 51<sup>e</sup> RI, cantonné à Beauvais (Oise). Gérard était proche de Jaurès depuis 1903. Intégrant plusieurs officiers proches de Gérard, le groupe Rossel était né et commença, à la demande de Jaurès, à faire paraître irrégulièrement à partir d'octobre 1907 dans *L'Humanité*, une série d'articles consacrés aux problèmes militaires. Ils étaient signés par le « commandant Rossel », du nom de Louis Rossel (1844-1871) un officier (colonel) qui avait rejoint les rangs de la Commune et qui fut fusillé le 21 novembre 1871. Au passage, on peut constater que Rossel a donné son nom au groupe du capitaine Gérard qui a recruté le lieutenant Comignan dont le beau-père, Édouard Gaillarde, alors lieutenant, fut engagé contre la Commune ... Concernant les articles de *L'Humanité*, Madeleine Rebérioux a noté dans sa présentation de l'édition abrégée de *L'Armée nouvelle* de 1969 que « Gérard n'est pas seul. La signature collective [Rossel] n'est pas un mythe ».

Jaurès, d'autres socialistes et des officiers membres ou sympathisants de la SFIO ont manifesté un intérêt renouvelé pour les problèmes posés par l'armée et la stratégie qui s'explique en partie par les effets, sur la Grande muette, de l'Affaire Dreyfus. Celle-ci ébranla les certitudes d'une caste conservatrice d'officiers et accentua la crise d'une institution peu en adéquation avec une société en transformation. Les tensions sociales de la seconde moitié des années 1910 et l'intervention de l'Armée comme force du maintien de l'ordre dans des conflits sociaux (grèves ouvrières, mouvement des viticulteurs du Languedoc et du Roussillon en 1907) nourrit l'antimilitarisme au sein du mouvement socialiste, au sens large, et de la CGT. Par ailleurs, les tensions internationales rendues dangereuses par l'existence en Europe de deux systèmes d'alliances opposés (crise marocaine de 1905

---

<sup>1</sup> SHD, dossier communiqué par Gilles Candar ; Candar, Duclert, *op. cit.*, 2014, pp. 436 sq. ; Candar, Prochasson, 1993, *op. cit.*, pp. 63-75 ; Rebérioux, *op. cit.*, 1969 ; Roels, *op. cit.*, s. d., pp. 40-55.

<sup>2</sup> Le Parti socialiste unifié — nom usuel avant 1920, mais non officiel. Celui-ci était : « PS (SFIO) » — fut fondé au congrès de la salle du Globe (Paris, 23-25 avril 1905). Il était issu de la fusion des partis socialistes français jusqu'alors divisés : PSF, Parti socialiste français, le parti de Jaurès, « réformiste » ; le PS de F, Parti socialiste de France, regroupant depuis 1902 les deux courants « révolutionnaires » dont les chefs de file étaient Jules Guesde et Édouard Vaillant ; le POSR, Parti ouvrier socialiste révolutionnaire dont le leader historique était Jean Allemane ; des fédérations socialistes départementales autonomes.

opposant l'Allemagne à la France, crise balkanique de 1908 après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie) rendirent crédibles les perspectives d'une guerre généralisée. Celles-ci, à leur tour, renforcèrent le pacifisme de secteurs importants de l'opinion publique. Quelque part, l'initiative de Jaurès de permettre l'expression dans *L'Humanité* de représentants d'un corps social réputé a priori « ennemi » a pu susciter de l'incompréhension et, parfois, de l'hostilité dans le Parti socialiste, en particulier dans les rangs des guesdistes ou ceux des amis de Gustave Hervé.

Les officiers socialistes ou sympathisants publiaient aussi dans des revues spécialisées comme la *Revue générale militaire*. Chacun d'entre eux s'intéressait à des thèmes spécifiques. Comignan publia un article sur le couchage du soldat qui lui valut d'être cité à l'ordre de sa division et attira l'attention de ses supérieurs qui favorisèrent son avancement. Le 20 juillet 1911, Comignan fut félicité pour son dévouement à la préparation militaire par Adolphe Messimy (1869-1935)<sup>1</sup> ministre de la Guerre dans le gouvernement de Joseph Caillaux (27 juin 1911-14 janvier 1912).

Quoi qu'il en soit, le volumineux ouvrage publié par Jaurès suscita des débats, au-delà des rangs socialistes et de la CGT. Il fut même rapidement (1913) publié en allemand. Madeleine Rebérioux a judicieusement souligné que son propos allait bien au-delà de l'analyse des problèmes militaires, toujours abordés de façon nuancée dans une perspective de mouvement, à l'opposé des schémas statiques d'un Jules Guesde qui ramenait tout à la lutte des classes dont, par ailleurs, Jaurès ne niait pas la réalité. Analysant un livre dont elle assurait une nouvelle édition (1969), l'historienne expliquait que Jaurès abordait de nombreux autres thèmes : « Y-a-t-il des livres inspirés par un pressentiment ? Ce semble être le cas de *L'Armée nouvelle*. Tout d'abord, par la prescience des premiers mois de la guerre qui vient : ils vont balayer le mythe de l'offensive et montrer que c'est bien, comme Jaurès l'annonçait, dans l'armement des réserves que réside la force de la France. Mais aussi parce que Jaurès semble déjà croire proche sa propre mort : dans cet ouvrage volumineux, le seul livre cohérent qu'il ait pris le temps d'écrire en dehors de ses thèses de doctorat en 1892 et de *l'Histoire socialiste de la Révolution française*, parue entre 1900 et 1904, il déverse sinon tout, du moins beaucoup de ce qu'il a envie de dire. Il a beau informer ses lecteurs qu'il s'agit du premier volume d'une série qui traitera de l'Organisation socialiste de la France, toute cette série est en germe dans ce volume auquel le geste de Villain [Raoul Villain, l'assassin de Jaurès, acquitté à l'issue de son procès en 1919] confèrera l'unicité. Jaurès se hâte ici d'écrire sur l'armée future certes, mais aussi sur Turenne et Dubois-Crancé, Napoléon et Clausewitz, et sur l'évolution de l'armée dans tous les grands pays, au seuil du XX<sup>e</sup> siècle. Il nous parle de sa jeunesse et des « arrière-pensées » que lui inspire « l'étendue des souffrances humaines ». Il définit l'État comme l'expression du rapport des forces entre les classes. Il rêve sur Montaigne et discute la théorie marxiste de la valeur. Sur la conception socialiste de la patrie, sur le prolétariat français et ses traditions, les pages les plus pertinentes s'accumulent. Ce livre hugolien ressemble par avance à un testament et, si la structure en est indécise, la fermeté de la pensée maintient constamment à l'horizon les objectifs immédiats et plus lointains de l'auteur ». Madeleine Rebérioux remarquait que Jaurès estimait que « le vice essentiel de notre organisation militaire, c'est qu'elle a l'apparence d'être la nation armée alors qu'elle ne l'est point ou qu'elle l'est à peine ». Pour Jaurès, l'armée « demeurait un foyer de monarchisme et de cléricalisme, [elle] est aussi dénoncée comme une école d'inhumanité ». Que faire donc ? Pour Jaurès, les socialistes devaient transformer les structures de l'armée en ne se contentant pas de « républicanisation » telle que l'envisageaient les radicaux et les francs-maçons, mais ils ne pouvaient se résoudre à sa suppression telle que la préconisaient les dirigeants syndicalistes révolutionnaires de la CGT. Il reconnaissait, enfin, sa dette à l'égard du capitaine Gérard, l'âme du groupe Rossel dont Léon Comignan était un proche collaborateur.

Jaurès était en effet, dès 1905, préoccupé par l'évolution de la situation internationale et redoutait un conflit qu'il voulait empêcher car il pressentait les terribles effets d'une guerre industrielle opposant des armées aux effectifs considérables, jamais atteints dans le passé. *L'Armée nouvelle* fut, dès sa phase rédactionnelle le reflet de ses préoccupations et angoisses. Les officiers socialistes qui

---

<sup>1</sup> Messimy, ancien officier dreyfusard, quitta l'Armée en 1899 et entama une carrière politique dans les rangs radicaux-socialistes. Jean Jaurès était en discussion avec lui. Il était très attaché à la promotion dans l'Armée des éléments de valeur issus de la base, ce qui était le cas de Comignan. Il fut à nouveau ministre de la Guerre dans le cabinet de René Viviani du 13 juin 1914 au 26 juillet 1914. Il reprit ensuite un commandement sur le front et fut blessé à deux reprises en 1915 et en 1916.

l'informaient en tant qu'experts — et parmi eux Léon Comignan stimulé par ailleurs par l'activisme militant de son épouse — partageaient ses appréhensions.

### **Le capitaine Comignan dans la tourmente de la Première Guerre mondiale<sup>1</sup> :**

La déclaration de guerre amena le régiment à faire mouvement vers la frontière, vers Longwy (Meurthe-et-Moselle) où il participa à une première bataille le 27 août 1914, avant de battre en retraite vers Petit-Xivry (commune de Grand-Faillly, Meurthe-et-Moselle), dans un premier temps. Le nom du capitaine Comignan n'apparaît pas dans l'organigramme du régiment en ordre de bataille le 4 août 1914 qui figure dans l'*Historique du 102<sup>e</sup> RI 14-18*. Cette absence est sans doute due à ses fonctions de trésorier de l'unité. Son nom n'apparaît pas dans le récit des opérations auxquelles participa le régiment (course à la mer vers l'Oise et la Somme ; participation à des combats en Champagne au Mesnil-lès-Hurlus, Marne, puis à Auberive, Haute-Marne) jusqu'à la mutation de Comignan au 12<sup>e</sup> BCA (bataillon de chasseurs alpins) le 13 septembre 1915. Pendant cette période, son épouse se rallia provisoirement à l'union sacrée, échappant de façon toute aussi provisoire à une étroite surveillance policière. Plus tard, elle affirma pourtant avoir été une pacifiste de la première heure comme ses amis féministes du Parti socialiste comme Louise Saumonneau et s'être opposée à la guerre à Chartres, ce qui est manifestement faux. Son adhésion à l'union sacrée fut cependant de courte durée. Dès 1915, elle avait renoué avec ses convictions pacifistes et milita avec ardeur dans la minorité du parti opposée à la guerre. L'historien australien Charles Sowerwine suggère que Léon Comignan se serait refusé à contrôler l'activité de sa femme et qu'il fut de ce fait envoyé dans des unités de l'infanterie légère de montagne (« mountain light infantry ») « where is not return ».

En effet, il fut muté au 12<sup>e</sup> BCA le 15 juillet 1915 à Sedan (Ardennes). Il resta dans cette unité pendant un peu plus d'un an. Le 12<sup>e</sup> BCA était issu de la transformation d'un bataillon de chasseurs à pied (BCP en BCA). Dans les Vosges, le 12<sup>e</sup> BCA (rattaché à la 3<sup>e</sup> brigade de chasseurs) participa d'août 1915 à janvier 1916 aux durs combats de montagne du Barenkopf, du Linge, de l'Hartsmannswillerkopf. Présent aux opérations vosgiennes de Metzeral (Haut-Rhin) de mars à mai 1916, le 12<sup>e</sup> BCA fut ensuite muté en juillet 1916 sur le front de la Somme où une gigantesque bataille était en cours. L'*Historique du 12<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins depuis sa création en 1853 jusqu'en 1920* ne mentionne qu'une seule fois (p. 322) le capitaine Comignan, à l'occasion de sa remise de l'insigne de chevalier de la Légion d'honneur devant le bataillon, le 4 mai 1916, le lendemain de la publication de l'arrêté faisant état de l'accession à ce grade. On ne mentionne jamais Comignan dans le récit d'« affaires » impliquant des hommes du bataillon. Le dossier de la Légion d'honneur n'évoquait, lui aussi, aucune action d'éclat. Il signalait que cette décoration était accordée « à l'ancienneté » au seul motif que Comignan était « un officier qui a toujours servi à l'entière satisfaction de ses chefs ». Un rapport de 1916, peu avant son transfert au 23<sup>e</sup> BCA, présentait un officier qui n'avait guère fréquenté les premières lignes du front : « Commande bien son unité, mais a gardé de ses trop longs stages dans les bureaux un esprit s'adaptant avec peine au dressage d'une troupe à une stricte discipline et à une manœuvre rapide. Dévoué, intelligent, vigoureux ». Cependant, en septembre 1916, l'auteur d'un rapport signalait : « S'est efforcé depuis les notes ci-dessus d'acquérir le maniement de la troupe et est parvenu à obtenir de bons résultats. Intelligent, dévoué, commande bien sa compagnie ».

---

<sup>1</sup> ADPO, 1 R 253 ; AN, LH 577/13 ; SHD, dossier communiqué par Gilles Candar ; Charles Sowerwine, *Sisters or citizens ? Women and socialism in France since 1876*, Cambridge university press, 182, p. 230 (note 53) ; Roels, s.d., *op. cit.*, p. 46 ; Balent, *NDBR, 2011 & DBMOMS, op. cit.*, 2014 ; *Campagne 1914-1918. Historique du 102<sup>e</sup> RI*, Paris, s.d., librairie Chapelot, (en ligne numérisé par Danièle Percic, [data.over-blog.com/xxxyyy/0/06/55/53/102-ri/ri](http://data.over-blog.com/xxxyyy/0/06/55/53/102-ri/ri) site consulté le 17 août 2015) ; *Campagne 1914-1918. Historique du 12<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins* [« alpins » figure sur la page de garde et non sur la couverture] *depuis sa création en 1853 jusqu'en 1920* [pour l'essentiel, l'ouvrage concerne la guerre de 1914-1918], Paris, Charles Lavauzelle & Cie éditeurs militaires, 1922, 376 p. [en ligne sur Gallica] ; *Historique du 23<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied* [en 1914-1918. En 1916, le 23<sup>e</sup> BCP était devenu le 23<sup>e</sup> BCA], Antibes, Imprimerie antiboise, s.d., 116 p (pp. 38, 41, 69, 71, 86) ;

site [www.memorialgenweb.org](http://www.memorialgenweb.org) consulté le 13 août 2015 ; site [www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr](http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr) consulté le 13 août 2015.

Ayant fait ses preuves d'officier de terrain, Comignan intégra le 13<sup>e</sup> BCA le 30 septembre 1916. Le récit du combat de Saint-Pierre-Waast (Somme) 5 novembre 1916, dans l'*Historique du 23<sup>e</sup> BCA*, donne des détails sur les dernières heures de vie de Léon Comignan. Ce jour-là, il se trouvait en première ligne avec la 1<sup>e</sup> compagnie du 13<sup>e</sup> BCA dans le secteur du bois de Saint-Pierre Waast (Somme). L'assaut fut donné. La tranchée Lorelei, sur la première ligne allemande fut enlevée et la plupart des commandants de compagnies furent mis hors combat. Comignan fut mortellement blessé. L'« affaire » de Saint-Pierre-Waast provoqua la mise hors combat de 12 officiers et 421 gradés ou chasseurs. La liste des morts du 23<sup>e</sup> BCA (p. 86 de l'*Historique*), donne le 6 novembre 1916 comme date. Mais le même ouvrage, à la p. 71, l'inclut dans la liste des capitaines morts à Bois Saint-Pierre-Waast le 5 novembre. L'état civil de Perpignan a retranscrit la date du 6 novembre mais ne mentionne pas la commune de Rancourt (Somme) comme lieu du décès, se contentant du lieu-dit de Bois Saint-Pierre Waast. Une incertitude demeure donc quant à la date exacte de son décès. Curieusement l'Armée a produit deux fiches au nom de Léon Comignan avec les mêmes informations concernant l'état civil, le n<sup>o</sup> de matricule, la même date de décès (6 novembre). Mais elles divergent sur le lieu : la première à la tranchée de Berlin, à Bois Saint-Pierre-Waast, commune de Rancourt (Somme) le 6 novembre 1916 pour la première ; à Bois de Saint-Pierre-Waast (Pas-de-Calais), orthographié aussi Saint-Pierre-Vaast dans des documents plus récents, pour la seconde. Mais le lieu-dit Bois Saint-Pierre-Waast est bien situé dans la commune de Rancourt (Somme) et non dans le Pas-de-Calais. Comignan a trouvé la mort en novembre 1916 à Rancourt (Somme) au lieu-dit Bois Saint-Pierre-Waast. Le 5 ou le 6 novembre ? La seconde date, toutefois, apparaît aussi dans le dossier de la Légion d'honneur et figure sur la liste du *Livre d'or* des Pyrénées-Orientales. Elle semble donc la plus plausible. C'est celle que nous retiendrons.

Son attitude pendant ce combat motiva la citation à l'ordre de l'Armée n<sup>o</sup> 421 du 15 décembre 1916 : « Le 5 novembre a enlevé brillamment sa compagnie à l'assaut des positions ennemies, l'animant de son entrain et de son exemple. Est tombé mortellement frappé en plein succès » (texte de sa fiche du registre matricule et publié au *Journal officiel* du 20 juillet 1917). Il fut décoré de la Croix de guerre avec palmes. Comignan fut inhumé dans un premier temps au cimetière mixte de Bray-en-Somme (Somme), tombe n<sup>o</sup> 21. Il fut ensuite transféré au cimetière militaire (nécropole nationale) de cette commune, tombe n<sup>o</sup> 526. Son nom figure sur la plaque des anciens élèves du collège puis lycée de garçons de Perpignan morts pour la France (aujourd'hui dans les locaux de l'actuel lycée François-Arago). Il figure aussi sur le *Livre d'or* départemental des morts de 1914-1918. Marianne Comignan demanda ses états de service le 12 décembre 1928 et, à nouveau, le 8 janvier 1929.

### **Conclusion :**

Officier socialiste au moins depuis 1907, Comignan fit partie des informateurs de Jaurès qui rédigeait l'un de ses ouvrages majeurs, *L'Armée nouvelle*. Très proche du capitaine Henri Gérard, un ami de Jaurès et animateur du groupe Rossel, Comignan ne pouvait que partager les appréhensions du député du Tarn angoissé par la perspective d'un conflit meurtrier. Sa femme, socialiste et ardente pacifiste, le confortait dans cette manière de voir. Officier sorti du rang et très bien noté, il participa à la Première Guerre mondiale d'abord « les bureaux ». Toutefois, lorsqu'il fut affecté dans les bataillons de chasseurs alpins réputés pour être des unités de choc, il ne se déroba pas et il finit par périr héroïquement en conduisant ses hommes au succès dans une des multiples opérations de la gigantesque bataille de Somme qui fut une hécatombe pour les deux camps. Elle se termina par leur enlèvement avec de faibles gains territoriaux pour les Alliés qui eurent davantage de pertes. Finalement, il n'y eut ni vainqueurs ni vaincus.

Sa veuve, qui n'avait adhéré que peu de temps à l'union sacrée après le début de la guerre, était devenue une pacifiste très militante, dès 1915. Elle fut très éprouvée par la mort de son mari qui ne fit que renforcer sa haine de la guerre et l'amena à prendre des positions pacifistes, à contre-courant, y compris dans son parti. Elle devint l'un des piliers de la tendance pacifiste dont, en terre catalane, Jean Payra et ses amis s'efforcèrent de rassembler dès 1916 les éléments épars mais de plus en plus nombreux. Secrétaire fédérale — fonction très rarement dévolue alors à des femmes — de l'Eure-et-Loir, elle siégea dans les instances nationales de la SFIO. En 1920, elle vota pour l'adhésion du Parti socialiste à l'Internationale communiste. Mais, après la scission intervenue au congrès de Tours, elle

ne resta que peu de temps dans les rangs du nouveau Parti communiste. Fait significatif, le souvenir de son défunt mari l'amena à participer à la fondation et à la direction de l'ARAC (Association républicaine des anciens combattants). Revenue à la Vieille maison (la SFIO), elle y demeura fidèle jusqu'en 1958, ne rompant avec elle que pour marquer sa désapprobation de la politique algérienne de Guy Mollet, président du Conseil (SFIO) depuis 1956. Elle finit sa vie en 1964 comme adhérente du PSU (Parti socialiste unifié, fondé en 1960). La mort prématurée de son fils l'amena à renouer dès le début des années 1930 avec la terre de ses ancêtres et celle de son époux. Elle vécut et milita à Perpignan. Fille et petite-fille de militaires catalans puisant leurs racines en Cerdagne, elle avait épousé un officier roussillonnais qu'elle influença indubitablement. Ayant baigné, dès son enfance, dans les milieux militaires, elle était devenue une pacifiste convaincue, renforcée dans ses convictions par la mort tragique d'un mari qui partagea ses engagements et ceux de Jean Jaurès.



**Marianne Comignan (1875-1964) (Roels, *op. cit.*)**

*Dans le Bulletin de la Société agricole scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales (SASL), Perpignan, volume CXXII, pp. 109-118, nous avons consacré également à Léon Comignan un article moins développé que celui-ci, à paraître fin 2015 : « Un parcours singulier : Léon Comignan (1873-1916) officier perpignanais collaborateur de Jean Jaurès, mort au front ».*

*Le 6 novembre 2015, dans le cadre du cycle annuel de la SASL nous fîmes à Perpignan, à l'hôtel du département, hall Guy-Malé une conférence sur Léon Comignan, ses origines familiales, son engagement auprès de Jean Jaurès, sa participation à la Grande Guerre et l'influence qu'exerça sur lui son épouse, Marianne Gaillarde, alias Marianne Rauze.*

André BALENT

\*\*\*\*\*

\*

## L'ACTION OUVRIÈRE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON 1942-1944

### Genèse :

Quand Henri Frenay et Claude Bourdet décidèrent, à la fin de 1942, de doter *Combat* d'un service « Action ouvrière » chargé d'organiser en milieu ouvrier des actions immédiates de résistance – sabotages et grèves –, il s'agissait essentiellement d'entraver la production dans les unités qui travaillaient pour les Allemands. L'idée venait de Marcel Degliame<sup>1</sup> qui, depuis l'été 1942, avait initié cette forme de résistance. Communiste, Degliame avait été avant la guerre un militant très actif de la CGTU. Depuis l'été de 1942, il avait créé à Lyon des groupes d'« action ouvrière »<sup>2</sup>. Cette conception correspondait à celle des communistes, désireux d'action immédiate et convaincus que le milieu ouvrier était le plus capable de se mobiliser pour porter des coups à l'occupant.

Dans la région R3, le dirigeant de *Combat* était Raymond Chauliac. En janvier 1943, il mit en relations Gérard Suberville<sup>3</sup>, qui se disposait à prendre la tête d'*Action Ouvrière* en Languedoc, et Joseph Lanet, le responsable de la R3-2 qui couvrait la zone de Béziers, Bédarieux, Saint-Pons et Narbonne<sup>4</sup>. Suberville, en effet, préférait agir dans le Biterrois plutôt qu'à Montpellier où, a-t-il dit, *répression et trahison voisinaient avec une « résistance » bourgeoise et attentiste*<sup>5</sup>. Gérard Suberville, qui se présentait sous son pseudonyme de Janvier, affirma dès cette première rencontre qu'il entendait rester indépendant. Il agissait comme si *Action ouvrière* constituait, non une simple branche de *Combat*, mais bien un mouvement à part entière, membre des MUR au même niveau que les grands mouvements.

### L'AO dans les organigrammes de la Résistance. :

L'activité spécifique de l'AO languedocienne ne s'est pas arrêtée comme ailleurs avec la création des Corps francs de la Libération en avril 1944. En effet, Marcel Degliame qui vient d'être placé à la tête des Corps francs créés par le MLN annonce la suppression de tous les services « action » et leur regroupement sous l'autorité unique du chef CFL. Parmi ces services, l'Armée secrète, le NAP-Rail et bien entendu, l'A.O. C'est Louis Torcatis, alias Bouloc, qui devint le chef régional des Corps francs<sup>6</sup>. Or, deux difficultés surgirent : la mort de Torcatis, tué le 18 mai 1944 à Carmaux, puis la création en juin des FFI placés sous l'autorité de Gilbert de Chambrun<sup>7</sup>. La mésentente entre dirigeants rendit pratiquement inopérant l'organigramme que Torcatis avait établi. Pour ce qui concerne Gérard Suberville, il ne donna sa confiance qu'à Gilbert de Chambrun. De son côté, Joseph Lanet a témoigné que ses relations avec « Janvier » demeurèrent jusqu'au bout « *empreintes de défiance* ». Lui-même ne reconnaissait que l'autorité de Chauliac.

Les motifs de ces divergences étaient politiques. L'Action Ouvrière se voyait comme un courant révolutionnaire, en marge de toute organisation institutionnelle. La doctrine de l'Action ouvrière s'exprima dans une publication, *Languedoc ouvrier*, débuta modestement en décembre 1943 par une feuille ronéotypée, puis fut imprimée, et parut jusqu'au 3 juillet 1944. Il y eut en tout sept numéros. L'AO ne concevait pas la Libération sans la révolution. C'est bien pourquoi on la considérait comme dangereuse malgré les indiscutables services rendus à la Résistance. Quand elle organisa des maquis, elle ne bénéficia pas des parachutages organisés par le BCRA, et les DMR Trapèze et Sultan se montrèrent toujours très méfiants à l'égard de Suberville et de ses hommes même après que Gilbert de Chambrun eut fait de Suberville le chef départemental des FFI de l'Hérault. D'autres membres du

---

<sup>1</sup>Jean Maitron, Claude Penneret, « Marcel Degliame-Fouché », *DBMOMS*.

<sup>2</sup>François Marcot, « Action ouvrière », in *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont, 2006, p. 163.

<sup>3</sup>Gilles Vergnon, Hélène Chaubin, « Gérard Suberville », *DBMOMS*.

<sup>4</sup>Joseph Lanet, *Mémoires de Résistance*, éditions Delatour France, Le Vallier, 2010.

<sup>5</sup>Gérard Suberville, « L'action ouvrière en Languedoc », in *Lendemain de Libération dans le Midi*, Actes du colloque de Montpellier de 1986, Université Paul Valéry- Montpellier iii, 1997.

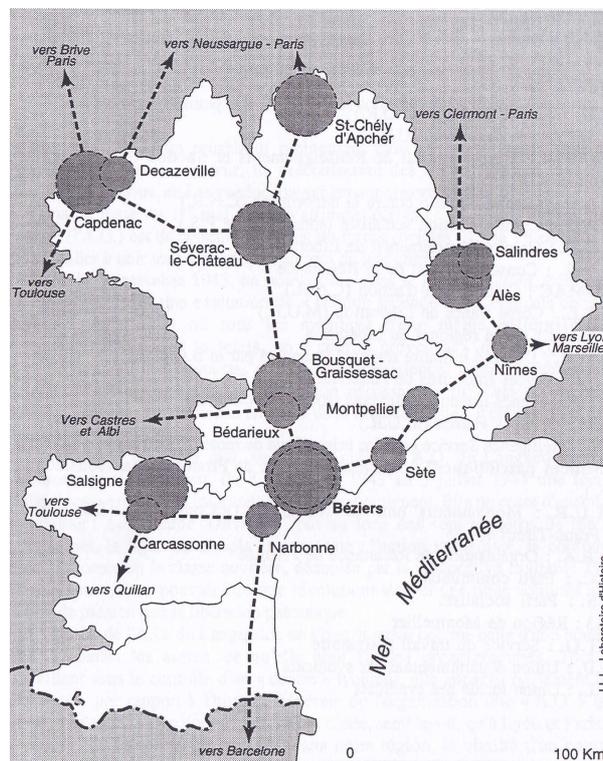
<sup>6</sup>André Balent, « Louis Torcatis », *DBMOS*.

<sup>7</sup>Hélène Chaubin, « De Chambrun Gilbert », *DBMOMS*.

Directoire régional des MUR, les socialistes Jean Bène<sup>1</sup>, Henri Noguères<sup>2</sup> et Francis Missa<sup>3</sup>, étaient également hostiles au dirigeant de l'AO d'autant plus que l'on préparait dans la clandestinité ce que serait l'administration civile de la région et des départements après la Libération. Plus que le Front national, relativement peu influent dans la région, l'AO apparaissait comme potentiellement génératrice de troubles, et les liens tissés entre Gilbert de Chambrun et Suberville renforçaient l'appréhension. Gérald Suberville, pour proche qu'il fût des communistes dans la clandestinité, ne recevait pas de directives du PC. Là encore, il entendait garder l'initiative.

#### Les territoires d'Action ouvrière et ses militants<sup>4</sup>.

L'Action ouvrière a agi sur cinq départements : Hérault, Gard, Aude, Aveyron et Lozère, plus spécialement sur les nœuds ferroviaires et les zones minières. Dans le Gard, l'essentiel des responsabilités incombait à Michel Bruguier<sup>5</sup>.



DISTRICTS DE L'ACTION OUVRIÈRE DU LANGUEDOC  
ET LEURS COMITÉS OPÉRATIONNELS EN 1943.

Extrait de : Gérald Suberville, *L'Action ouvrière du Languedoc (MUR)*, Montpellier, Université Paul-Valéry 1986, p. 180.

Les dirigeants d'Action ouvrière s'y intégrèrent successivement entre 1942 et 1944. Michel Bruguier n'y arriva qu'à la fin de 1943. Il n'avait que 22 ans mais avait déjà l'expérience de 2 ans de résistance : étudiant en droit, il avait d'abord été membre de « Liberté », puis de Combat dont il avait eu la responsabilité dans l'Aude : il était né à Carcassonne. Arrêté et interné à Saint-Sulpice (Tarn)

<sup>1</sup> Olivier Dedieu, Jean Sagnes, « Bène Jean », *DBMOMS*.

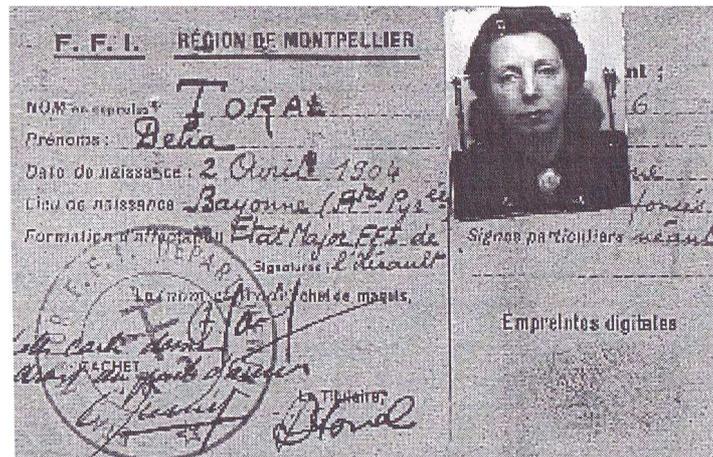
<sup>2</sup> Claude Pannetier, « Noguères Henri », *DBMOMS*.

<sup>3</sup> Olivier Dedieu, Jacques Girault, Gilles Morin, « Missa Francis », *DBMOMS*.

<sup>4</sup> Gérald Suberville, « L'Action ouvrière du Languedoc (M.U.R.) », in *Lendemain de Libération dans le Midi*, actes du Colloque de 1986, Montpellier III, Université Paul Valéry, 1997, pp. 167-180.

<sup>5</sup> Frederick Genevée, Sharon Elbaz, " Bruguier Michel", *DBMOMS*.

pendant 9 mois jusqu'en juin 1943, il avait gagné la Lozère, rencontré Gilbert de Chambrun, puis Gérard Suberville en décembre. Il venait d'un milieu socialiste et son père, sénateur du Gard, était l'un des « Quatre-vingts ». En effet, l'Action ouvrière ne refusait pas la diversité sociale ou politique quand elle recrutait son collectif de direction qui compta 15 personnes dont un tiers d'ouvriers et Gérard Suberville lui-même avait vécu par choix en ouvrier à Tarascon et à Marseille en 1940 et en 1941, sans appartenir à ce milieu par ses origines. Il avait, comme Bruguier, une formation d'avocat. Trois jeunes gens de 20 et 21 ans encore étudiants, appartenaient aussi à cette direction. Cinq autres, les plus anciens, avaient 40 à 45 ans. Parmi eux, Auguste Sainte-Cluque, alias « Benoît », que Suberville a présenté comme « une extraordinaire figure de prolétaire non-conformiste ». C'était un cheminot, conducteur de trains, syndicaliste unitaire, communiste, évadé du camp de Saint-Sulpice. Son audace se révéla sans bornes. La compagne de Suberville, Désirée Lieven, assurait une sorte de permanence et le secrétariat. C'était un personnage romanesque. Elle était née en 1898 à Libava [Liepaja] en Lettonie d'un aristocrate russe qui dut s'exiler à Paris en 1917. Son vrai nom était Kyrav Saven. C'était une libertaire qui milita contre le nazisme, adhéra au PCF en 1932 et rejoignit en Espagne les Républicains en 1936. Elle y prit le pseudo de Delia Toral. Elle rencontra Suberville en décembre 1940 à Montauban à la Ligue des mutilés de la guerre d'Espagne. Démobilisé, meurtri par la défaite il s'était fait embaucher comme manœuvre dans la sidérurgie à Tarascon-sur-Ariège. Arrivée avec Suberville à Montpellier à la fin de 1942, elle l'accompagna pendant tout le temps de l'occupation et le suivit en 1945 jusqu'en Alsace.



**Fausse carte d'identité de « Lucienne », Gérard Suberville, *L'autre résistance*, AIOU, 1998.**

Trois des quinze personnes du groupe furent victimes de la répression : ce fut le cas de son benjamin, Marcel Jalade, pris par la Gestapo dès juillet 1943 à Montpellier où il fut victime des menées d'un agent double, Robert <sup>1</sup> (qui avait pris la tête des Groupes francs à Montpellier) et, après avoir été torturé à la Villa des Rosiers, fut abattu pendant son transfert vers les camps allemands. Un autre des jeunes gens fut tué à la bataille de Montferrier en août 1944. Enfin, l'un des « anciens », Raoul Bérard (Ravaud), qui avait la responsabilité de l'armement du maquis « Stalingrad » fut arrêté en avril 1944 à Rodez et mourut en déportation. Lui aussi avait été victime d'une dénonciation. Mais, ainsi que Gilbert de Chambrun le dit lors du procès de l'intendant Marty en 1948, personne ne réussit à noyer l'Action ouvrière. Ce fut malheureusement une exception.

**Les actions : grèves, sabotages :**

Le principe étant celui de l'action immédiate, on note beaucoup d'initiatives à partir du moment où recrutement et organisation ont atteint un niveau suffisant, c'est-à-dire dès l'automne de 1943. Selon Gérard Suberville, l'organisation qui comptait 500 militants à la fin de 1943 était capable de mobiliser 10 000 travailleurs dès avant le 6 juin 1944. Il est clair que l'esprit revendicatif fut entretenu par des

<sup>1</sup> Fonds Gérard Suberville, procès Pierre Marty, cartons 1-9, Musée de la Résistance de Champigny.

conditions de travail et de ravitaillement détériorées depuis la guerre et surtout l'occupation. Les pénuries en biens de consommation et de production, le blocage des prix et salaires étaient autant d'arguments pour pousser les ouvriers à la lutte. Il semble que ce sont les grèves qui favorisèrent le plus largement l'implication de la population ouvrière dans les actions. On n'en compta pas moins de 24 dans l'Hérault de novembre 1943 à août 1944 alors que la grève était illégale. Au début, en novembre et décembre 1943, les plus engagés furent les mineurs du Bousquet d'Orb. Et les Allemands qui voulaient que le travail reprenne poussaient la direction des houillères à accepter des augmentations de salaires. Le 14 juillet 1944, dans la période du battage des céréales, les mineurs de la vallée de l'Orb exigèrent le droit de retourner aux champs et il leur fut donné satisfaction... Compte tenu de ses choix, l'AO se devait de rechercher l'alliance des syndicats. Mais, à l'exception de Decazeville, l'entente fut malaisée avec les responsables syndicaux : ce fut le cas à Perpignan où l'AO renonça même à toute alliance.

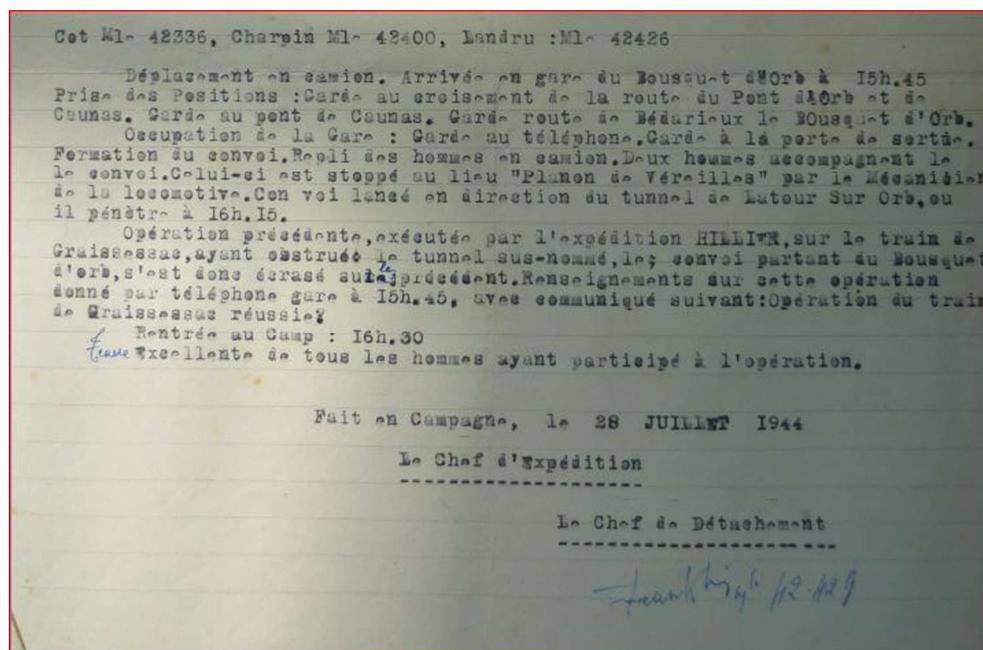


Le n° 4 du journal du *Languedoc ouvrier*, journal de l'Action ouvrière (Fonds Suberville Champigny Musée de la Résistance)  
Un encart rappelle la doctrine fondamentale : pas d'attentisme. L'action doit précéder les débarquements.

À Béziers, chez Fougau, qui comptait alors 2000 métallos, les dirigeants syndicaux étaient proches de l'AS mais ils ne contrôlaient pas tous les ouvriers car seule une minorité était syndiquée, ce qui laissa à l'AO la possibilité de déclencher de fortes grèves dès novembre 1943. À Sète, où l'Union locale de la Fédération des ports et docks, proche du Comité d'action Socialiste (CAS), avait organisé le recrutement de travailleurs pour les chantiers Todt, l'A.O. réussit à faire éliminer les responsables par les militants des syndicats portuaires. À Alès, c'est encore avec la base ouvrière que l'entente fut possible. Il en fut de même à Béziers aux usines Fougau. Le reproche adressé par l'AO aux directions syndicales était leur attentisme et parfois la recherche du compromis lors des grèves. L'AO alla plus loin en créant des syndicats dans des entreprises biterroises, chez les cheminots de Séverac, dans les

aciéries de Saint-Chély, et des Unions départementales dans le Gard et l'Aude grâce à Michel Bruguier et à Joseph Dufour (alias Gervais) qui fut arrêté à Castenaudary lors d'une mission dans l'Aude et aurait été déporté s'il n'avait réussi à s'évader en s'échappant du train qui allait en Allemagne. Quand fut créé le premier CRL le 17 octobre 1943, à l'initiative du Comité directeur du Front National, c'est l'Audois Félix Roquefort qui représenta l'A.O. Il faisait en effet partie de sa direction. C'était un ancien militant syndical membre de la CGT depuis 1933<sup>1</sup>. L'activité de l'A.O. fut intense : elle provoqua une cinquantaine de grèves. Les dates des commémorations interdites, 1<sup>er</sup> mai, 14 juillet, 11 novembre étaient autant d'occasions d'appeler non seulement aux arrêts de travail mais aussi à la lutte révolutionnaire. Le 11 novembre 1943, l'A.O. n'était pas la seule organisation résistante à appeler à la grève, mais elle le faisait dans des termes qui n'étaient pas ceux des autres branches de MUR. Dans les tracts de l'AO, on lisait : *Cette grève préparera le mouvement plus ample qui permettra au prolétariat mondial de se libérer définitivement du joug capitaliste et fasciste* »<sup>2</sup>. Et le *Languedoc ouvrier*, publiait le 20 avril 1944 un appel à « un premier mai de lutte » en écrivant : « Pour l'insurrection libératrice du prolétariat de la Nation, **Peuple du Languedoc debout !** » L'AO a toujours lié les concepts de Résistance, de lutte des classes, de révolution.

Les sabotages étaient logiquement l'autre moyen d'action immédiate pour les milieux ouvriers. Ils furent parfois spectaculaires. Les convois de bauxite de Bédarieux furent plusieurs fois la cible des saboteurs. Les apprentis de la SNCF de Béziers profitaient de la rampe qui menait à Béziers après la zone de triage pour lancer sur Béziers à toute allure des trains sans conducteurs. Le mécanicien Sainte-Cluque qui s'était fait embaucher sur le chantier de Bédarieux organisa plusieurs sabotages sur le réseau à voie étroite qui le desservait. Chaque soir, un train chargé de charbon partait de Graissessac et les résistants d'Action ouvrière plaçaient des explosifs au niveau des tunnels pour endommager le matériel et obstruer la voie. Cependant ils ne réussirent pas à isoler les carrières et les mines faute de moyens suffisants, malgré leur acharnement : Suberville a dénombré 22 sabotages dans les zones minières héraultaises sur un total de 96. Il y en eut ailleurs : sur le bassin d'Alès, sur ceux de Salsigne dans l'Aude et de Decazeville dans l'Aveyron.



### Rapport de l'Action Ouvrière sur le sabotage d'un convoi ferroviaire en juillet 1944.

(Source : Fonds Suberville, Musée de la Résistance, Champigny)

L'AO agit avant et après la diffusion des ordres donnés à toute la Résistance, après le 6 juin dans le cadre du plan vert pour le réseau ferroviaire, ou du plan violet pour les transmissions des PTT et du

<sup>1</sup> Félix Roquefort, *Ils sont entrés dans la légende*, Imprimerie Tinena, Quillan, 1981, 241p.

<sup>2</sup> Chaubin Hélène, *L'Hérault dans la guerre, 1939-1945*, De Borée, 2014, 377p.

plan bleu pour la transmission d'électricité. Là, ce sont les groupes francs de l'Armée secrète qui désormais furent partout en action, visant d'abord toutes les communications par la grande plaine languedocienne<sup>1</sup>. Le temps de l'«action immédiate » pour tous était arrivé...



**Suberville (à gauche) et Bruguier (à droite) en janvier 1944 à Saint-Médard (Haute-Garonne).  
(Fonds Suberville Champigny)**

Suberville contracta une pleurésie après être allé seconder Armagnac pour un sabotage le 2 janvier 1944 et dut être remplacé quelques semaines par Bruguier. D'autres objectifs comme les dépôts SNCF ou les usines (Firminy, Fougua, Péchiney) subirent les autres sabotages, avec une recrudescence notable à partir de mai-juin 1944.

### **Maquis et combats de la Libération :**

Il n'était pas dans la mission de l'AO de constituer des maquis-refuges en régions forestières et montagneuses pour les réfractaires au STO ou des maquis armés comme le fut par exemple Bir-Hakeim. Il fallut une incitation directe du CAD (Comité d'action contre la déportation) pour que l'A.O. accepte la formation de maquis aux effectifs restreints et demeurant à proximité de ses cibles : les mines, les usines. Il n'y eut pas de maquis A.O. avant mars 1944. Le premier fut le maquis « Stalingrad » implanté dans l'Aveyron, mais très mobile, puis en avril le « maquis du Vernazoubre » (du nom d'un affluent de l'Orb), au Bousquet d'Orb, et, en juin, le « maquis ouvrier du Cabardès », à Salsigne. Stalingrad, créé à Moyrazès à l'instigation du CAD, donc du CNR, devait être une école de cadres pour les maquisards. Gilbert de Chambrun sollicita l'I.S. pour qu'un parachutage pût être fait au profit des groupes francs et de Stalingrad. Il apporta lui-même une lourde valise remplie de plastic

---

<sup>1</sup>Hélène Chaubin, « Arcas Fernand (pseudo Arnal) », *DBMOMS*.

et de détonateurs au district AO de Béziers. À cet effet, il prit le train, partageant non sans anxiété un compartiment avec 7 soldats allemands<sup>1</sup>. Le maquis Stalingrad ne fut pas le plus représentatif de l'esprit de l'AO. D'abord en raison de sa localisation. Ensuite parce qu'il n'était pas conçu dès l'origine pour l'action immédiate. Enfin parce que ses effectifs, après le 6 juin, allèrent jusqu'à 300 maquisards, surtout des réfractaires, et dont un tiers seulement, selon Suberville, avait des armes. On a vu que c'est en cherchant à résoudre le problème que Raoul Bérard fut arrêté le 29 avril en même temps que Marcel Angles (alias Alaux), qui était le responsable à Rodez de l'A.O. et fut le premier chef de Stalingrad<sup>2</sup>. Il reste que sous la conduite du deuxième chef, Émile Arino (dit « Daniel »), Stalingrad réussit à durer en se déplaçant continuellement, et réussit, dans le Tarn, à la fin de juillet, à attaquer un convoi allemand et à faire 37 morts puis, en août, à participer aux combats de retardement des troupes allemandes dans la région de Rodez.

Proche du Bousquet d'Orb, le maquis de Vernazoubre<sup>3</sup> pouvait continuer à recruter des mineurs sans pour autant les arracher à leur milieu de travail puisqu'ils y retournaient en alternance. Installé à proximité du village de Roqueredonde, il comptait une trentaine d'hommes qui vivaient dans une grande précarité et durent faire un « coup de main » en mai sur les réserves alimentaires d'un pénitencier. Il fut dirigé jusqu'en juin par un Espagnol, Serrano. Ce maquis de moyenne montagne, installé en un lieu d'accès difficile, mais à la limite du pays minier, fut rejoint par des FTP. Dans la nuit du 17 au 18 juin, ils attaquèrent la gendarmerie de Graissessac pour y prendre quelques armes et munitions dont les maquis communistes étaient toujours dépourvus, faute de parachutages. D'ailleurs, les relations de Suberville avec les DMR furent toujours très mauvaises. Le 26, à la gare des Cabrils, les maquisards s'emparèrent de deux rames qui étaient destinées à Millau, firent exploser la première sous le tunnel et, sur l'obstacle ainsi constitué, précipitèrent l'autre : le déblaiement ne prit fin qu'en juillet et, le 11 du même mois, le tunnel sauta encore. Cette opération était bien dans la ligne des actions de l'AO. Mais le maquis évoluait : il accueillait des cheminots de la plaine mais aussi des étudiants de Montpellier, des étrangers traqués par les Allemands et la police. Il comptait 150 hommes quand vinrent les combats de la Libération. Les armes manquaient toujours et il fallut solliciter d'autres maquis : le maquis AS Bertrand qui bénéficia de nombreux parachutages donna quelques armes. Le responsable de Vernazoubre était désormais un ancien des Brigades internationales, Dieudonné (alias Simon). Conformément au plan bleu, en juillet, les cibles furent des pylones et une station électrique sur l'itinéraire ferroviaire Neussargues – Béziers. Avec la retraite allemande, le 17 août, il y eut un combat au Bousquet d'Orb : 9 résistants et 9 civils furent tués. Deux jours après, les maquisards étaient les maîtres de Bédarieux. Ils combattirent encore à Colombières le 22 août, de concert avec les hommes d'autres maquis FTP et du maquis Bertrand. On estima à 200 hommes les pertes allemandes. Mais, le chiffre n'est pas attesté.

Depuis juin, Gérard Suberville était le chef départemental des FFI de l'Hérault. Tous les groupes de la résistance armée étaient réunis dans les FFI et Gilbert de Chambrun en avait été nommé le chef régional, malgré l'hostilité des responsables de l'AS comme Noguères, Missa et Lanet qui avaient déjà fait opposition à sa nomination comme Commissaire de la République. On ne contestait ni son courage ni ses compétences mais on le jugeait trop proche des communistes. Gilbert de Chambrun avait toujours été en accord avec Gérard Suberville et il le mit à la tête des FFI de l'Hérault. Il choisit Bruguière, également membre de la direction de l'AO pour diriger ceux du Gard.

En dehors de l'Hérault, il y eut un maquis dans un autre district de l'AO : le *maquis ouvrier du Cabardès*, et aussi *Armagnac* nom de son chef, Antoine Armagnac, le beau-frère de Félix Roquefort, un ancien ouvrier de Salsignes dans l'Aude. Il s'employa surtout à des sabotages sur la grande ligne transversale qui allait de Toulouse à Marseille ainsi que sur les câbles qui assuraient les communications entre les postes allemands dans la région de la Montagne Noire. Quand le grand maquis ORA de *La Montagne Noire* se dispersa après l'attaque allemande du 22 juillet, Armagnac récupéra du matériel laissé sur place ainsi que plus de 60 de ses membres. Le 6 août 1944, repéré par des patrouilles allemandes, ils furent surpris près de la grotte de Trassanel puis attaqués de nouveau le

<sup>1</sup> Gilbert de Chambrun, *Journal d'un militaire d'occasion*, Presses du Languedoc, 2000, 190p.

<sup>2</sup> Christian Font, Henri Moizet, *Maquis et combats en Aveyron*, CDDP Rodez/ANACR Aveyron, 1995, 253 p.

<sup>3</sup> Gérard Bouladou *Les maquis du Massif central*, texte de 1965, Montpellier, 617p.

surlendemain : 22 hommes, dont Antoine Armagnac, furent abattus ou fusillés et sur une trentaine de prisonniers, conduits au village de Trassanel, 19 autres furent fusillés.

Ce fut l'un des coups les plus rudes portés à l'AO, après la destruction, dans le Gard, du groupe du district d'Alès<sup>1</sup> : du 9 juin au 12 juillet 1944, miliciens et SS y prirent une trentaine de résistants, les torturèrent et jetèrent leurs corps dans le puits de Célas, un puits de mine situé au sud de Salindres.

### **La Libération n'est pas la Révolution :**

À Montpellier, le 17 août, le CDL ordonna la grève générale et appela à l'insurrection nationale. Les Allemands de la 19<sup>e</sup> armée étaient en pleine retraite. Jacques Bounin demanda à Gilbert de Chambrun de venir avec ses maquisards dans la capitale régionale. Il y arriva le 24 août. Suberville, lui, fut à Béziers le même jour, avec les maquis de la vallée de l'Orb.

Les nouveaux pouvoirs étaient déjà désignés. Suberville ne réaliserait pas son rêve : reproduire le modèle insurrectionnel corse et, au-delà, installer un pouvoir révolutionnaire. On lui donna la présidence de la première cour martiale FFI. Une expérience qui ne fut pas renouvelée.



**Béziers 24 août 1944, maquisards du Bousquet d'Orb et Graissessac (Fonds Suberville, Champigny)**

Les pouvoirs de police et de justice dont les FFI s'étaient emparés inquiétaient le commissaire de la République qui écrira dans son rapport de février 1945 : « *la présence du bataillon Suberville nous gênait beaucoup* ». Quant à Gilbert de Chambrun, que Jacques Bounin tenait –de façon cavalière –, pour « *un anarchiste mystique* », il ne paraissait pas, du point de vue du Commissaire de la République, tenir le maintien de l'ordre pour une priorité<sup>2</sup>. Les FFI avaient formé des milices patriotiques qui exerçaient des fonctions de police. Il y eut de fortes tensions entre Gérard Suberville, Gilbert de Chambrun et le CLL de Béziers. Le 28 août 1944, le général de Gaulle décida la dissolution des états-majors FFI et, le 28 octobre, celle des milices patriotiques. La phase « insurrectionnelle » était bien terminée. Il restait aux FFI à aller faire « la guerre en sabots ». Ce qu'ils firent, avec enthousiasme pour Gilbert de Chambrun, avec méfiance et dans la désillusion pour Gérard Suberville.

Hélène CHAUBIN

<sup>1</sup>Roger Bourderon, *Libération du Languedoc méditerranéen*, Paris, Hachette, 1974, page 148.

<sup>2</sup>Jacques Bounin, *Beaucoup d'imprudences*, Paris, Stock, 1974.

## LECTURES CHOISIES :

---

**Les Cahiers Max Rouquette, n° 9, 2015, Association Amistats Max Rouquette, Montpellier, 20 €.**

*Les Cahiers Max Rouquette* (n° 9, 2015) est une belle revue bilingue (mais majoritairement en français) de 120 pages comportant de nombreuses photographies en couleur, aspect peu habituel dans le monde étroit et peu fortuné des revues occitanistes. Soixante-dix pages traitent de l'actualité occitane (biographies des décédés récents dont celle d'Ives Rouquette, publications récentes, poèmes inédits de Max Rouquette, hommages à Max Rouquette, réflexions sur l'oeuvre de Pèire Bec), le reste, une cinquantaine de pages constituant un dossier sur les liens entre la Catalogne et l'Occitanie et plus particulièrement avec Max Rouquette, ce dossier ayant été réalisé par un des membres de notre association, Pierre Grau avec l'aide du fils de l'écrivain, Joan-Guilhèm Rouquette. Max Rouquette disait lui-même : "La Catalogne est tellement liée à ma vie que les séparer serait me faire saigner."

Max Rouquette fait partie de la génération des jeunes occitanistes des années trente qui ont cru à un avenir commun possible entre les pays catalans, dans la République espagnole et les terres de langue occitane. Ce "*sòmni despertat*" (rêve éveillé) multiséculaire n'a pas disparu avec la mort du roi Pierre et la défaite des troupes toulousaines sous les murs de Muret face aux croisés français en 1213. Il reste encore présent dans l'esprit de nombreux Occitans et de quelques Catalans. Pierre Grau met en relief le rôle qu'ont tenu dans les années trente, une poignée d'intellectuels catalans. Ce sont eux qui jouent le rôle d'accoucheurs d'une culture occitane moderne, imitant en cela la modernisation de la culture catalane. Les deux pages de la chronologie occitano-catalane le montrent très bien. Parmi ces intellectuels catalans se détache sans contexte Josep Carbonell i Giner : depuis Sitges, il anime une revue *L'Amic de les Arts* qui consacre un numéro en 1927 à la culture occitane, il est aussi en 1928 le créateur de l'Oficina de Relacions Meridionals et il pousse Louis Alibert et Ismael Girard, son ami, à créer en 1930 la Societat d'Estudis Occitans. Avec l'ORM, il veut réunir les pays catalans (Generalitat, Valence, Baléares et Roussillon) aux terres occitanes, d'abord culturellement puis politiquement, dans une fédération. En 1933, le premier centenaire de la renaissance catalane est l'occasion d'accueillir en Catalogne plusieurs centaines de félibres et d'occitanistes. Absent de cette célébration, Max Rouquette participe de l'aventure du bulletin *Occitania* (1934-1939) où s'expriment les jeunes occitans et catalans. L'autre intellectuel qui appuie la renaissance occitane est le professeur Josep Maria Batista i Roca : créateur dans les années trente d'associations patriotiques liées à la jeunesse, il accueille les jeunes occitans à Barcelone en 1933. Pendant le franquisme, en exil en Grande-Bretagne (il enseigne à Cambridge), il anime une défense internationale de la langue catalane (au Pen-club, à l'Unesco, à l'Universitat catalana d'estiu, entre autres). Il est celui qui est à l'origine de la revue *Vida Nova* que dirige Max Rouquette et entretient des liens étroits avec Robert Lafont.

Les liens ne sont pas seulement symboliques entre ces deux rameaux d'une même culture : la Generalitat publie en 1935 la *Gramatica occitana* de Louis Alibert et la graphie classique occitane, reprenant celle du Moyen-âge, veut se rapprocher de celle du catalan normalisée par Pompeu Fabra. Ce sont aussi des subventions catalanes qui permettent la publication de la revue *Oc* (deux séries entre 1929 et 1934) mais aussi l'impression des poèmes de Max Rouquette *Los Sòmnis dau matin* en 1937 à Barcelone. Les étudiants du Nouveau Languedoc à Montpellier (à la fondation duquel participe Max Rouquette) mais aussi les Estudiants Ramonencs de Toulouse, ceux du Calen de Marseille ou le groupe Bertrand de Born de Limoges, rêvent de sortir du passéisme du Félibrige et parlent de fédéralisme comme les Catalans. La nouvelle génération d'écrivains occitans veut accéder aussi à la modernité et la création, en 1945, de l'Institut d'Estudis Occitans, reprend le modèle créé en 1907 de l'Institut d'Estudis Catalans.

Pendant la guerre civile, l'aide des Occitans a permis d'envoyer des produits alimentaires aux intellectuels catalans. Jòrgi Reboul<sup>1</sup> et Pierre Rouquette à Marseille, Pierre Azéma et Jean Amade à Montpellier centralisent les envois des félibres et des occitanistes unis. Au moment de la Retirada, ils accueillent les intellectuels réfugiés qu'ils aident à sortir des camps : le poète Carles Riba est reçu à

---

<sup>1</sup> Notice biographique par Gérard Leidet dans le *Maitron (DBMOMS)*

Aniane chez Max Rouquette, Josep Carbonell habite Montréal-d'Aude auprès de Louis Alibert. À Montpellier, une résidence accueille des centaines d'exilés. Pendant le franquisme, l'aide continue et ainsi pendant plus de trente ans, Max Rouquette présidera une revue, *Vida Nova* (1954-1978), officiellement occitano-catalane, en réalité destiné à permettre l'expression d'écrivains catalans censurés en Espagne. Autre élément important de ces liens, la naissance de la section occitane du Pen club en 1961, à la demande des écrivains catalans. Et la création du CAOC (Cercle d'Afraitement Occitano-catalan) en 1978 reprend l'idée de l'ORM (Oficina de Relacions Meridionals) de 1928, à savoir, réunir Catalans et Occitans.

Paradoxalement, il y a peu de traductions catalanes des oeuvres occitanes quand la liberté est retrouvée à la fin des années soixante-dix, même si le statut de Catalogne reconnaît l'officialité de l'occitan sur l'ensemble du territoire et non pas seulement au Val d'Aran où il est langue d'enseignement. Deux volumes de *Verd Paradis* sont traduits en catalan et surtout Max Rouquette reçoit un hommage solennel à Barcelone en 2002. Les poètes occitans évoquent encore les paysages catalans, c'est le cas de Robert Lafont et de Joan-Ives Casanòva, mais l'élan des années trente a disparu.

Il est certain que les oppositions existent entre les deux cultures : d'un côté le catalan s'appuie sur une conscience nationale forte et une culture populaire vivante, de l'autre, l'occitan, écrasé par le jacobinisme français, nié à la fois par les élites et de moins en moins parlé, n'existe plus que dans la littérature. Entre un pays qui s'avance vers l'indépendance et des régions occitanes éclatées et sans réel pouvoir, le cheminement commun semble s'éloigner.

Ce dossier complet où alternent articles de fond et témoignages de Max Rouquette est très agréable à lire. Cependant, si Pierre Grau souligne le rôle de certains occitanistes dans la résistance (c'est le cas d'Achille Teste), il "oublie" de préciser que Louis Alibert, est allé au delà d'un pétainisme commun à beaucoup d'occitanistes et de félibres<sup>1</sup> (même ceux qui ont soutenu les républicains catalans) et a collaboré avec les occupants (il a d'ailleurs été condamné en 1944, ainsi que sa femme).

Miquèl RUQUET

\* \* \* \*

\*

**Georges SENTIS, *Le massif du Canigou et son piedmont, haut lieu de la Résistance 1939/1945*, Perpignan, éditions Marxisme/Régions, 2014, 206 pages.**

On ne saurait trop louer les progrès de l'histoire régionale. Ils sont nécessaires à la compréhension de l'infinie diversité des expériences vécues pendant ce temps fort de l'histoire que fut la période 1939-1945.

Le livre de Georges Sentis a été publié sous l'égide de l'ANACR des Pyrénées-Orientales à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Libération. Son auteur se dit désireux de relancer la recherche sur l'histoire de la Résistance dans les Pyrénées-Orientales. Son intention n'est pas d'apporter de nouvelles données ou de nouvelles interprétations. Il n'y a d'ailleurs aucun recours aux sources primaires dans l'ouvrage<sup>2</sup>. Il veut seulement présenter une synthèse des connaissances actuelles. C'est là un projet intéressant, mais qui exige une bonne connaissance de l'historiographie, — régionale, certes, mais aussi nationale sur plusieurs points —. Le territoire choisi est le massif du Canigou et son piedmont. D'emblée se pose la question de sa délimitation : le titre annonce une monographie très localisée — qui relève de la micro-histoire — et non une étude départementale. Or, à la lecture de ce

---

<sup>1</sup> Dès le mois de juillet 1940, Ismaël Girard, André J. Boussac et Pierre Azéma décident d'écrire une lettre de soutien au maréchal Pétain après son discours sur la restauration des Provinces de France. La lettre est accompagnée d'un exemplaire de *Mireio*. Ont signé, entre autres, Marius Jouveau, capoulier du Felibrige, Joseph d'Arbaud, majoral du Felibrige, docteur André Jaubert, majoral du Felibrige, syndic de la maintenance de Provence, Pierre Azéma, adjoint au Maire de Montpellier, syndic de la maintenance du Languedoc, Michel Camélat, majoral du Félibrige, Léon Teissier, majoral du Félibrige, Louis Alibert, secrétaire général de la SEO, Léon Cordes, propriétaire viticulteur, André-J. Boussac, propriétaire agriculteur, majoral du Félibrige, président du CA de la SEO, docteur Ismaël Girard, secrétaire administratif de la SEO

<sup>2</sup> Unique exception : page 178, une référence à un dossier de la série W des A.D. des Pyrénées-Orientales, mais sans son intitulé.

livre, on constate finalement que l'étude n'est pas résolument centrée sur la petite région géographique choisie, d'ailleurs imparfaitement circonscrite. Une carte présentée en début d'ouvrage et son commentaire posent la question du périmètre retenu, puisque le piedmont du Canigou ne comprend pas dans leur totalité Vallespir et Conflent. Une bonne carte, adaptée au sujet, et lisible, aurait été utile tout au long de l'ouvrage.

Georges Sentis a rendu hommage aux travaux considérables d'André Balent, particulièrement en histoire biographique, et il cite également ceux de Pierre Chevalier et de Christian Xanxo<sup>1</sup>. Les trois auteurs, cependant, ne revendiquent pas le terme de « travail d'équipe », puisqu'ils font seulement état de discussions générales qui ne les ont pas associés à la conception ou à la rédaction de l'ouvrage. Une exception : quelques pages sur l'occupant allemand qui sont de la main de Christian Xancho. Pour le reste, tout le mérite de la synthèse revient donc à Georges Sentis. On peut ajouter un nom à ceux des trois historiens mentionnés, celui de Jean Larrieu qui, en tant que correspondant du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, fut le pionnier de cette histoire régionale. Il travaillait à une époque où peu d'archives étaient classées et communicables. Il n'en est pas de même aujourd'hui. Aussi Georges Sentis aurait-il beaucoup enrichi sa documentation en puisant dans les sources primaires. Il semble accorder une importance particulière aux dossiers des CVR récemment transférés aux Archives départementales des Pyrénées-Orientales. Il écrit qu'il « espère beaucoup » de leur dépouillement. Notons qu'ils étaient déjà consultables dans les locaux des ODAC et sont d'ailleurs considérés par les chercheurs comme des documents incomplets et relativement peu fiables. Une remarque encore à propos des sources retenues : l'auteur emploie plusieurs fois l'expression « Selon X : *selon Jean Larrieu, ou selon André Balent...* ». Le lecteur aimerait savoir si elle exprime un doute, ou s'il s'agit d'une simple figure de style.

Les références sont indiquées dans les notes de bas de page. Il n'y a pas de bibliographie en fin d'ouvrage. Georges Sentis a beaucoup emprunté aux biographies du *Maitron*. Pourquoi avoir choisi de ne signaler (à la p. 4, dans une note infrapaginale) ces emprunts que par le passage à la police Arial, sans guillemets, sans mention du nom des auteurs ?

Les six chapitres respectent la chronologie. Et une chronologie de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale est intégrée dans les annexes. Notons d'abord qu'une chronologie locale aurait été préférable. Elle aurait eu l'avantage de guider le lecteur à travers une histoire complexe, dans laquelle apparaissent quantité de personnages, de lieux, d'incidents d'importance diverse, dont l'accumulation rend difficile la compréhension de l'essentiel pour qui n'est pas un spécialiste. D'autant plus que la thématique (étude des mouvements ou des maquis par exemple), n'est pas clairement définie. Aussi le plan chronologique n'est-il peut-être pas le mieux adapté, surtout en l'absence d'un index.

C'est à juste titre que Georges Sentis recherche les origines de l'esprit de résistance dans le spectacle des épreuves subies en 1939 par les Républicains espagnols, un choc direct dans ce département des Pyrénées-Orientales si proche de la Catalogne espagnole, et où l'immigration espagnole avait été continue depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Contribuer à une meilleure connaissance des conditions de cet exode est en effet essentiel. Georges Sentis s'intéresse aussi aux structures socio-économiques des années d'avant-guerre : par exemple à cette population de « paysans-mineurs » qui allaient travailler dans les carrières de granit, ou dans les petites mines de fer dont la production allait être réorganisée dans le cadre de l'économie dirigée vichyssoise et, pendant l'occupation, entièrement dévolue aux Allemands.

La région avait une tradition de gauche : c'était, écrit l'auteur, « *un bastion socialiste* ». Il y a débat sur les appartenances locales. Ainsi, de nombreuses biographies de syndicalistes et de socialistes publiées dans le *Maitron* sous la signature d'André Balent montrent un Haut-Vallespir socialiste modéré et non anarcho-syndicaliste, et un socialisme conflentais qui n'était pas unanimement « *unitaire et contestataire* ».

Les années 1938 et 1939 avaient mis à l'épreuve les partisans du Front populaire : répression de la grève de 1938<sup>2</sup>, montée de la xénophobie pendant la *Retirada*, signature du Pacte germano-soviétique en 1939. L'application du Pacte entraîna très vite le dépeçage de la Pologne partagée entre l'URSS et l'Allemagne. Georges Sentis n'analyse pas cet accord cynique qui désorienta nombre de militants communistes. Il en retient seulement certains effets : les mesures qui rejetèrent les élus communistes

---

<sup>2</sup> L'avocat des ouvriers de Thuir était Louis Noguères (et non Henri, son fils)

hors du champ politique national et préparèrent l'opinion française à accepter la répression anti-communiste qui atteignit son apogée dans les années suivantes. Or, l'historiographie s'est beaucoup enrichie, avec l'ouverture des archives du Komintern et le renouveau de la recherche. On aurait souhaité qu'il en fût tenu compte<sup>1</sup>.

Très rapidement évoquées, les pratiques et la législation de Vichy ne donnent pas la mesure de l'adhésion au nouveau régime ou de son rejet. Le rôle de la LFC paraît sous-estimé. Quant à l'étude de la genèse des mouvements de résistance, elle accorde à la création du Front national une antériorité aujourd'hui des plus controversées dans la mesure où il est avéré que le fameux « appel du 10 juillet » est apocryphe. Et une note consacrée à la structuration en zone sud du Front national confond les limites administratives régionales actuelles avec le découpage reconnu par la Résistance en « régions » (R3 pour les MUR — avec l'Aveyron — ; Aude-Hérault et région catalane, pour le PC et les organisations qui en dépendaient, FN et FTPF). Autre point qui mérite controverse : le thème de l'« insurrection nationale » en 1944. Certes, elle était souhaitée par le parti communiste clandestin et par le Front national. Mais elle n'a eu lieu que dans un seul cas : celui de la Corse dès septembre 1943. Il ne faut pas confondre les sabotages exécutés après le débarquement du 6 juin 1944 avec ce qu'aurait été une insurrection nationale. Les historiens<sup>2</sup> ont fait justice de cette confusion entre un vocabulaire employé dans l'effervescence du temps de la Libération et la réalité historique.

Il est toujours difficile de repérer les implantations fréquemment modifiées des maquis, de retracer leurs évolutions et leur importance relative. L'annexe IV est consacrée au maquis Henri Barbusse avec un croquis qui représente ses itinéraires de replis. Problèmes matériels, alertes, fuites devant les Allemands jusqu'en mai 1944 sont mis en évidence. Le sort ultérieur des maquisards, de juin à août, est décrit dans le chapitre consacré à « l'offensive contre les maquisards ». Un thème déjà traité par Georges Sentis dans des publications antérieures qui sont citées dans les biographies du *Maitron* signées par André Balent (celles de Simon Batlle et Julien Panchot, par exemple). L'étude des maquis contribue à illustrer un autre aspect de la résistance dans les Pyrénées-Orientales : le rôle des Espagnols, qui a été considérable ; il est juste de le mettre en évidence. La première brigade de guérilleros (AGE) était territorialement rattachée aux Pyrénées-Orientales. Remarquons toutefois que ce ne sont pas les dirigeants du PCF qui ont décidé d'organiser les Espagnols communistes au sein du PCE et du PSUC. En effet, l'UNE et l'AGE ont été créées à l'initiative de cadres du PCE qui vivaient clandestinement en France. En ce qui concerne le massif du Canigou, les deux maquis, — le maquis « français » Henri-Barbusse (FTPF) et celui, espagnol, de l'AGE (mieux structuré) ont occupé le haut du pavé, en participant conjointement aux actions les plus emblématiques (l'occupation armée temporaire de Prades le 29 juillet 1944 et la défense de Valmanya (2-3 août 1944), attaqué de façon combinée, puis incendié et pillé, par les forces allemandes et les Francs gardes de la Milice. Le grand maquis de l'AS au col de Jau et Rabouillet (maquis Louis-Torcatis) que Georges Sentis évoque en le rattachant au Canigou, est situé dans un autre massif, celui du Madres. Il parle aussi du « maquis de Saint-Marsal » connu sous le nom de « maquis 44 », aux marges du massif du Canigou, dans les Hautes-Aspres, le désignant comme un maquis de l'AS. Il aurait sans doute fallu rappeler que ce maquis, création de la résistance céretane (de Céret), était à l'image de celle-ci — fait sans doute unique en France — : unitaire, groupant à la fois MUR et FN, AS et FTPF, composantes actives également dans plusieurs filières de réseaux de passages clandestins en Espagne et de renseignement (activités que réprouvaient, en principe, les communistes). Les *guerrilleros* de l'AGE du Canigou étaient aussi en contact avec le maquis 44 et participèrent conjointement avec lui au combat du Pont de Reynès, près de Céret, le 19 août 1944. Georges Sentis aurait dû montrer de façon plus claire que le maquis Henri-Barbusse dont il s'est efforcé de retracer la difficile gestion et le périple, trouva son

---

<sup>1</sup> *Le siècle des communismes*, ouvrage collectif, Éditions de l'Atelier, 2010, 542 pages ; Jean-Pierre Besse, Claude Penneret, *Juin 40, la négociation secrète. Les communistes français et les autorités allemandes*, Éditions de l'Atelier, 2006, 206 p. ; Roger Bourderon, *La négociation, été 1940 : crise au PCF*, Paris, Editions Syllepse, Édition critique, 2001, 253 p. ; Serge Wolikow, *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du pari mondial de la révolution*, Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 2010, 287 pages.

<sup>2</sup> Voir, par exemple in François Marcot, Bruno Leroux, Christine Levisse-Touzé, *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, collection « Bouquins », 2006, 1187 p. (plus particulièrement : Robert Mencherini, entrée « Insurrection nationale », pp. 667-668).

origine et fut longtemps implanté hors du massif du Canigou où il trouva refuge dans sa phase ultime avant les combats de Valmanya (2 et 3 août 1944).

Quant aux réseaux qui furent nombreux dans le département frontalier des Pyrénées-Orientales ils furent non seulement très importants pour leur activité en lien avec les services de renseignement, mais aussi pour l'organisation des filières d'évasion par les Pyrénées. Parmi eux, en ce qui concerne le seul massif du Canigou, Georges Sentis met en lumière le réseau Sainte-Jeanne qui est, dit-il, avec le maquis Henri Barbusse, l'un des deux « monuments » de la Résistance dans les Pyrénées-Orientales (c'est une appréciation très subjective, non argumentée et de ce fait discutable : il n'est pas pertinent d'aller jusqu'à créer un « mythe Canigou », même s'il est inspiré par des actions héroïques et des événements tragiques comme ceux de Valmanya).

Parmi les suites de la Libération, la question si épineuse de l'épuration n'est traitée que de façon factuelle à partir de données puisées dans la presse ou des enquêtes statistiques de Jean Larrieu. Il manque une analyse qui éclairerait les durables antagonismes et chercherait à faire justice des interprétations excessives. C'est un débat qui n'est pas clos. Une étude comparative, avec, le Gard, l'Hérault, l'Aude et l'Ariège, pour ne citer que ces départements, montre que l'épuration fut moins sévère dans les Pyrénées-Orientales, et bien mieux contrôlée par le CDL. La journée d'étude de notre association, l'AMLR, (Montpellier, Archives départementales Pierres Vives, 30 novembre 2013) a permis de faire partiellement le point sur ce thème.

D'une manière générale, le lecteur souhaiterait que soient mieux respectés les « rituels universitaires » ainsi que les nomme Georges Sentis : ils ont le mérite d'introduire clarté et rigueur dans les écrits. Dans la perspective d'une réédition, il est également souhaitable que la chronologie proposée soit locale, et que soient ajoutés une bibliographie ainsi que des index, des noms de lieux et des noms de personnes. Une présentation des sources en fin d'ouvrage est aussi une tradition des plus utiles pour le lecteur.

Hélène CHAUBIN

\* \* \* \*  
\*

**Eric FORCADA, *Perpignan libéré. Reportage du photjournaliste Auguste Chauvin, Perpignan, Mare Nostrum, 2015, 261 p. Édition bilingue catalan et français.***

Parmi les ouvrages publiés autour du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Libération, il convient de saluer la publication de ce splendide volume qui rassemble la totalité des photographies — cent soixante-sept — qu'Auguste Chauvin (Nice, Alpes-Maritimes, 1896-Nissan-lès-Ensérune, Hérault, 1975) réalisa au moment de la Libération de Perpignan et dans les semaines qui suivirent.

En effet, les pellicules originales de ces clichés sont restées pendant près de quarante ans dans un grenier de Perpignan, dans une boîte d'ampoules médicinales où Auguste Chauvin lui-même les avait rassemblées après les avoir classés. Ce fut sa nièce, Annie Lordat, qui conserva précieusement des documents qu'elle tira de l'ombre et préserva sans doute d'une irrémédiable disparition.

Un des mérites de ce livre est de les mettre dans leur totalité, à disposition du public. Il aurait été souhaitable, cependant, qu'Éric Forcada ne se soit pas contenté de signaler qu'une « partie de ces 167 clichés (...) avait été tirée dès leur prise de vue pour une commercialisation ». En effet, la presse, *Le Républicain*<sup>1</sup> en premier lieu, en publia d'emblée quelques-uns. Mais bien plus tard, ils illustrèrent des ouvrages historiques publiés à partir de des années 1990. Gérard Bonet<sup>2</sup> en publia quelques-uns dès 1992 tirés souvent des collections de *L'Indépendant*. Pour leur part, en 1998, Ramon Gual et Jean Larrieu utilisèrent abondamment les clichés disponibles pour illustrer le tome II b d'un ouvrage qui fut

---

<sup>1</sup> À la Libération, le Comité départemental de Libération prit possession des locaux de *L'Indépendant* et de son imprimerie et changea le titre du quotidien.

<sup>2</sup> Gérard Bonet, *Les Pyrénées-Orientales dans la guerre 1939-1944*, Horvath, Écully, 1992, 176 p.

largement diffusé<sup>1</sup>. Un fonds Chauvin (ADPO, 27 Fi) existe aux archives départementales des Pyrénées-Orientales où certains des clichés de Chauvin sont à la disposition du public<sup>2</sup>. Même si « la majorité de ces clichés reste toutefois inédits » comme le souligne à juste titre Eric Forcada, on ne peut partager son point de vue quand il déclare que ces images n'ont donc pas été seulement « connues de quelques collectionneurs et historiens » (p. 57). Il eût fallu qu'il signalât l'existence du fonds des ADPO et l'utilisation d'une partie de ces clichés par divers auteurs, en particulier ceux que nous venons de mentionner.

Nous signalons aussi quelques erreurs que l'auteur aurait pu facilement éviter mais qui ne facilitent pas la compréhension des faits pour un lecteur non averti. À la p. 61, il interprète le sigle MUR de façon erronée (Mouvement unifié de Résistance). Le pluriel que l'on retrouve dans l'intitulé (Mouvements unis de Résistance) n'est pas anodin. Il indique que les MUR sont issus d'une fusion de plusieurs mouvements. Celle-ci ne s'est effectuée pas sans problèmes. Dans les Pyrénées-Orientales, parmi les multiples tensions et rivalités au sein des MUR, notons simplement celles qui opposèrent les éléments issus de Libération-Sud et ceux qui venaient de Combat. La nomenclature des organisations armées de la résistance (p. 43) présente aussi quelques erreurs : les FFI étaient censées regrouper la totalité d'entre elles alors que Forcada les met sur le même plan que les FTPF (qui étaient eux-aussi des FFI au moment de la Libération) Il est vrai que l'unification des formations résistantes armées de la Catalogne du Nord avait été pour le moins tardive et très théorique, même si les FFI disposaient d'un état-major départemental sous l'autorité de Dominique Cayrol. Dans les FFI qui participèrent aux journées perpignanaises des 19 et 20 août 1944, il y avait bien sûr des FTPF (dirigés par des cadres communistes) et des guérilleros espagnols — il aurait fallu préciser qu'ils étaient de l'AGE, *Agrupación de guerrilleros españoles*, formation armée contrôlée par le Parti communiste d'Espagne, et se faisaient volontiers appeler FFI espagnols —. Mais il y avait aussi : l'AS (Armée secrète), branche armée des MUR (rebaptisés MLN, Mouvement de Libération nationale) peu avant la Libération dont faisait partie le maquis Torcatis (implanté près de Rabouillet) évoqué dans les commentaires des photographies ; l'ORA (Organisation de résistance de l'Armée).

Autre erreur, de fond, celle-ci : l'auteur parle (p. 43) d'une « insurrection » à propos de la Libération de Perpignan. L'ouvrage de Christian Xanxo dont le lecteur retrouvera la recension dans ce n° du *Midi Rouge* montre que, pour Perpignan, il n'en fut rien. De fait cette idée, récusée par les gaullistes d'Alger dès le 6 juin, ne fut reprise que par résistance de la mouvance communiste (PCF, Front national, FTPF) qui, ponctuellement envisagea une prise du pouvoir, éventuellement après une insurrection victorieuse. De fait, l'historiographie la plus actualisée récusé à juste titre ce concept, sauf pour les trois plus grandes villes, Paris, Marseille et Lyon qui connurent de vraies insurrections populaires<sup>3</sup>.

Ces réserves étant formulées, la publication de cet exceptionnel corpus restitué dans sa totalité par Forcada est impressionnante par sa qualité graphique. De ce point de vue, elle permet aux chercheurs et au public averti intéressé par le sujet d'avoir un accès privilégié à des documents graphiques qui, pour certains, auraient pu disparaître définitivement.

---

<sup>1</sup> Ramon Gual & Jean Larriou, « Vichy, l'occupation nazie et la Résistance catalane », II b, « De la résistance à la Libération », Prades, *Terra Nostra*, 94-96, 1998, 687 p.

<sup>2</sup> Nous avons rendu compte (*Le Midi Rouge*, 18, pp. 12-14) du livre de Magali Rieu (*Enllà de la pàtria. Au-delà de la patrie. Exil et internement en Roussillon (1939-1948)*, Perpignan, ADPO, 2011) où l'auteure avait déjà présenté la carrière d'Auguste Chauvin et donné un inventaire précis de son fonds relatif à la Retirada et aux camps de réfugiés. Eric Forcada aurait dû signaler cet important travail qui ne figure jamais dans ses notes infrapaginales et que de toute évidence il a consulté.

Il y a aux ADPO des clichés, le plus souvent des tirages, répartis dans plusieurs autres fonds que Forcada aurait, à notre sens relever et porter à la connaissance du public : 32 Fi (destructions après la Libération : Valmanya, Canet-Plage, Argelès, en particulier) ; 54 Fi (photos en majorité de Chauvin, 1923-1938) ; 13 J (fonds Fourquet) ; des pièces éparses et non inventoriées de façon exhaustive dans la série W.

<sup>3</sup> On relève quelques erreurs de détail comme ; la confusion entre Joseph Crouzières écrit malencontreusement « Cruzières », membre communiste du CDL et Jérôme Crouzières qui grimpa au sommet du cliche de la cathédrale afin d'y hisser le drapeau tricolore ; la place Gambetta malencontreusement transformée en place de la Loge (p. 106).

L'ouvrage commence par une présentation de la vie et de l'œuvre d'Auguste Chauvin. En historien méticuleux, Eric Forcada contextualise bien son activité photographique, la mettant en relation avec les épisodes des grands événements du tragique XX<sup>e</sup> siècle dont il fut le témoin et dont il s'efforça de fixer pour la postérité des images dont rétrospectivement tout un chacun reconnut la grande qualité.

Photographe amateur pendant la Première Guerre mondiale Chauvin mobilisé jusqu'en 1919 et présents sur deux fronts, de la Marne aux Balkans, découvrit sa vocation de photographe et paracheva sa formation sur le tas. La carrière de ce témoin privilégié que fut Auguste Chauvin, photographe professionnel établi à Perpignan a été « conditionnée » par les guerres qu'il fut amené à couvrir de la Première à la Deuxième Guerres mondiales, en passant par la *Retirada* : « De 1914 à 1944, Auguste Chauvin participe des mutations qui imposent cette nouvelle écriture de l'histoire à la société occidentale » (p. 11). En effet, Chauvin participa, depuis Perpignan, à la naissance et à l'essor du photojournalisme.

Après un apprentissage à Montpellier de 1919 à 1922 aux studios Photo-Montpellier de L. Jeanjean, Chauvin s'installa à Perpignan comme photographe indépendant. Il travailla notamment, de 1922 à 1924, pour le service d'immigration de la préfecture, tout en se faisant éditeur de cartes postales à thématiques touristiques.

Mais bientôt, il devint un reporter sportif qui retraça les exploits des équipes de rugby, une activité en plein essor. Il réalisa les photographies officielles de l'USP (ancêtre de l'USAP). Il couvrit d'autres activités sportives que les matches de rugby, les courses cyclistes et des concours hippiques. Dans la diversification de ces activités, notons, à l'attention d'un large public, la réalisation de portraits ou de photographies d'identité.

De 1930 à 1939, Chauvin sut répondre aux demandes nouvelles de la presse écrite désireuse d'illustrer de façon attractive ses publications. Le photojournalisme était alors en plein essor et atteignait la presse régionale. À la tête d'un studio à la pointe du progrès technologique, Chauvin devint le correspondant perpignanaise de titres aussi divers, aux plans politique et idéologique, que *La Dépêche* (Toulouse), *Le Petit Méridional* ou *L'Éclair* (Montpellier)<sup>1</sup>. Il intégra le réseau de l'agence France-Presse en 1933 et *Wide World Photo for The New York Times* en 1934. La guerre civile espagnole et ses répercussions locales occupèrent une bonne part de ses activités à partir de 1936. Il couvrit, bien sûr, la *Retirada* produisant de magnifiques clichés qui firent le tour du monde comme celui de la p. 27. Il édita trente-six photographies sous la forme d'un recueil de cartes postales, *l'Album Souvenir de l'Exode Espagnole* (sic) *dans les Pyrénées-Orientales*. Chauvin « couvrit » aussi par ses reportages les camps de concentration destinés aux républicains espagnols et la visite du maréchal Pétain dans le département en juillet 1939. Vichy imposa à Auguste Chauvin une contrainte nouvelle : la censure. La pénurie fut à l'origine d'un strict contrôle sur l'attribution des produits nécessaires au fonctionnement d'un studio photographique. Bien que non négligeables, les travaux photographiques de Chauvin entre août 1940 et août 1944 demeurent hors de notre propos.

Le livre d'Eric Forcada présente donc les trois-cent-soixante-sept clichés dont les négatifs originaux furent conservés par Chauvin. Chaque pellicule donne lieu à un chapitre précédé d'un commentaire général de Forcada. Pour chaque cliché, une page soigneusement légendée. Nous trouvons donc, successivement :

- « La Libération de Perpignan », scènes de la journée du 20 août 1944 (destructions dues aux affrontements entre résistants et Allemands ; portraits des hommes qui incarnèrent le nouveau pouvoir (Jean Latscha le nouveau préfet, Félix Mercader le nouveau maire de Perpignan, Camille Fourquet le président du CDL, Dominique Cayrol le chef départemental des FFI ...).
- « Obsèques des victimes des combats de la Libération de Perpignan », le 22 août 1944, scènes d'une cérémonie qui rassembla à la cathédrale les foules perpignanaises.
- « Le défilé de la Libération de Perpignan », 27 août 1944. Des foules convergèrent depuis tout le département. Le défilé des combattants de la Résistance populaire parcourt la cité depuis le boulevard Jean Bourrat jusqu'au boulevard Wilson acclamé par des foules enthousiastes. Beaucoup de ces photos avaient déjà été publiées, en particulier par Gual et Larrieu (*op. cit.*). Ce film comprend aussi deux photos des soixante-et-un wagons qui explosèrent en gare de Perpignan le 20 août.

---

<sup>1</sup> Il collabora aussi à d'autres journaux ou magazines que ne signale pas Eric Forcada, *France-Soir*, *L'Illustration* et, bien sûr, *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales*.

- « Visite du général de Lattre de Tassigny » à Perpignan, le 2 septembre.1944. De Lattre, accueilli en grande pompe et applaudi par la foule, était venu tenter de régler le délicat problème du contrôle de la frontière.
- « Destruction du port de Port-Vendres », septembre 1944. Des images saisissantes des destructions des installations portuaires faites par les Allemands avant leur départ.
- « Visite officielle de Jacques Bounin, commissaire de la République », 24 septembre 1944. Nous avons là une série de clichés qui, pour la plupart n'avaient jamais été diffusés.
- « Reportage consacré aux soldats allemands prisonniers », octobre 1944. Les photos ont été prises à Pia où des soldats prisonniers étaient employés à diverses tâches. Dans la présentation des photos de cette pellicule, Eric Forcada rappelle avec raison le taux de mortalité anormalement élevé de ces prisonniers qui n'ont pas toujours été traités convenablement.
- « Cérémonie officielle de l'armistice de la Première Guerre mondiale », 11 novembre 1944. Ces clichés ne permettent pas seulement d'entrevoir une ambiance particulière. Ils nous montrent aussi un « maquis de Sournia » (Louis-Torcatis) — dont il aurait fallu rappeler son affiliation initiale à l'AS et que pour l'heure, compagnie du 24<sup>e</sup> RIC reconstitué à partir des formations FFI des Pyrénées-Orientales, il était affecté en Cerdagne, avec son PC à Latour-de-Carol, au délicat contrôle de la frontière — qui a su effectuer sa mue en troupe réglée, à la tenue impeccable.
- « Inauguration de la place Gabriel Péri », 16 décembre 1944. Cette imposante cérémonie, en l'honneur d'un intellectuel, important dirigeant de PC fusillé au Mont Valérien le 15 décembre 1941 et érigé par son parti en symbole de l'héroïsme des fusillés communistes. Forcada, à juste titre, souligne les liens qu'il avait tissés avec les Pyrénées-Orientales, du fait de son mariage avec la nord-catalane Mathilde Taurinya. La photographie de la p. 256 rassemble, aux côtés du colonel Dominique Cayrol, trois cadres issus militaires issus de la Résistance. Dans la légende cependant, Joseph Balouet et Georges Delcamp ont été intervertis, ce dernier se trouvant à la droite de Dominique Cayrol. Delcamp et Tourné résistants communistes « mutés » à Toulouse pour le premier et à Lyon pour le second, se distinguèrent par leur brillante conduite au feu lors de la Libération de ces deux villes. Tourné, par ailleurs ancien des Brigades internationales, grièvement blessé était convalescent le 19 décembre 1944. Sur la photographie figure aussi un officier FFI que ne mentionne pas Eric Forcada : Dominique Parsuire, un instituteur socialiste, catalaniste, très lié à Louis Torcatis autre martyr nord-catalan de la Résistance.

Les erreurs ponctuelles et, parfois, de fond, que nous avons relevées et que l'auteur aurait pu éviter n'enlèvent cependant rien au remarquable travail éditorial que constitue la publication de ce volume.

André BALENT

\* \* \* \*

\*

**Cristià XANXO, *La libération de Catalunya Nord ou le retrait allemand, samedi 19 et dimanche 20 août 1944*, collection les cahiers d'histoire contemporaine... un pas de la història a Catalunya Nord, Terra Nostra, Prades, 2015.**

Cristià Xanxo, dans un ouvrage fourmillant de témoignages, dont certains inédits, nous retrace la libération de Perpignan et du département des Pyrénées-Orientales. La confrontation, en grande partie inédite, de documents émanant des résistants avec ceux produits par les forces allemandes l'amène à interroger la nature réelle de cette Libération. Ne devrait-on pas plutôt parler de repli allemand plus ou moins gêné par les attaques de la résistance ?

Après avoir souligné la diversité des résistances catalanes et en particulier le fait que l'essentiel des actions de celles-ci consiste en passage d'hommes et de renseignements, il souligne la multiplicité des origines sociales et politiques des résistants catalans. À cette occasion, on aurait pu faire allusion à l'attitude particulière des militants du PSOP, qui ont fourni aux Francs-tireurs et

partisans français<sup>1</sup> des Pyrénées-Orientales les premiers cadres qui ont formé le mouvement avant de poursuivre leur tâche clandestine à Toulouse.

Dans un second temps, il décrit l'évolution du rôle des troupes allemandes, venues en forces d'opération mais qui, de fait, jouent le rôle de forces d'occupation dans la zone côtière où leur présence semble essentielle dans le cadre d'un éventuel débarquement allié. Dans ce même ordre d'idée, aurait pu être plus développée la situation de la zone frontière franco-espagnole, et en particulier cerdane, où des douaniers et des gardes-frontières allemands sont en nombre aux côtés de quelques membres du SIPO-SD.

Puis, des sources nouvelles, en particulier les témoignages du *Generalmajor* Joachim Degener, écrit en 1947, et du conseiller Willi Fast rédigé en septembre 1944, permettent de suivre la marche de repli. Nommé à Perpignan le 1<sup>er</sup> juillet 1944, Joachim Degener est chargé, d'une part, d'organiser l'évacuation et, d'autre part, de commander la place de Perpignan. Willi Fast est chargé de rédiger le « rapport final de la *Feldkommandantur* 997 à Perpignan ». Ces documents permettent à Cristià Xanxo de préciser les circonstances du départ puis du repli des *Marschbataillone* de Degener, censés regrouper tous les membres de la Wehrmacht de Catalunya Nord en direction de Montpellier, sachant qu'ils vont en chemin accueillir dans leurs rangs les *Marschbataillone* du bas Languedoc. Quelques informations données par ces deux témoins sur l'économie du département auraient mérité d'être explicitées. L'ordre de repli reçu le 18 août doit prendre effet le 19 au matin. De Port-Vendres, deux colonnes sont pressenties pour rejoindre Perpignan, non sans avoir auparavant détruit en partie les installations du port.

Cependant, la Résistance est appelée à gêner le plus possible le repli allemand et, dans le même temps, installer le nouveau pouvoir. Cristià Xanxo décrit alors les phases de la Libération : à Perpignan avec les témoignages écrits en 1944 de Jeanne Flesch ou de Vincent Fargues, à Rivesaltes avec l'épuration qui s'en suit, et dans le reste du département. Il rapporte aussi le départ de Cerdagne ou du Vallespir des douaniers allemands par l'Espagne car les RN 115 et 116 sont fermées au Pont de Reynès par le maquis AS/FTP de Saint-Marsal et à Villefranche par la résistance conflentoise. Deux chapitres sont réservés à Port-Vendres et aux autres destructions faites par l'armée allemande puisque rien ne devait être transmis à l'adversaire.

L'arrestation de soldats allemands fait l'objet du dernier chapitre ; on y retrouve la polémique sur les entretiens Parthey-Résistance du 18 août et les deux versions de l'arrestation (ou de reddition) du major Parthey.

Que retenir de ces événements ? interroge l'auteur. Si les plans de repli des troupes d'occupation existaient, la réalisation souffrit de lacunes. « Départ à la hâte, pagaïe le jour venu et apparente improvisation », selon Cristià Xanxo décrivant le départ des PO de l'Armée allemande. Il ajoute que cette apparente improvisation ne serait due, en réalité, qu'à l'attente de l'ordre suprême en évitant, autant que faire se peut, de laisser croire à l'adversaire qu'il existe « une situation de vulnérabilité ». Il est vrai que « dès (*sic*) la Catalunya Nord, chaque homme, chaque matériel soustrait – aussi minimes soient les déficits infligés – est enlevé au potentiel de la Wehrmacht et concourt à la défaite de l'Allemagne nazie ». Le débarquement en Provence (le 15 août) aurait exigé un départ rapide mais l'ordre de repli tarde à venir. Lorsqu'il arrive, il faut l'appliquer rapidement afin de ne pas être pris en tenailles entre la résistance et les troupes du débarquement qui remontent le Rhône. Selon l'auteur, nous voici donc au cœur d'une ambiguïté de la situation : du départ décidé comme repli volontaire et non obligé en réponse aux attaques de la résistance, on passe à une retraite à partir de Montélimar. Le rôle de la résistance (tant au travers du renseignement que des actions de soutien aux opérations militaires des Alliés à partir du débarquement de Normandie et en attente du débarquement de Provence) est indéniable. Si ce n'est qu'en Catalunya-Nord, résister se fait essentiellement par le passage d'hommes et de renseignements et que les actions militaires, à la différence de la Provence, ne peuvent se faire en coordination avec les Alliés qui sont absents des Pyrénées-Orientales. Certes les P.-O. ne sont pas le département essentiel pour les combats (au sens militaire) de la résistance. Mais en

---

<sup>1</sup> De même, à propos des trotskistes dans les PO : ils n'existaient pas en tant que tels ; le seul ex-trotskiste repéré Jean Beaussier, issu du POI (et non du PCI recréé seulement en avril 1944), travaille sans le savoir avec l'ORA, au travers des réseaux Alliance.

même temps la présence importante de troupes ennemies, liée en grande partie à sa situation géographique (façade maritime et frontière espagnole), amène les résistants à vouloir affronter l'ennemi nazi pour réduire sa puissance et éviter les destructions massives. Mais il s'agit aussi d'une revanche pour les atrocités commises.

Enfin, l'action résistante a joué un rôle dans la rapidité de jonction entre les forces anglo-américaines débarquées en Normandie et les forces débarquées en Provence ; elle se fit le 12 septembre 1944, soit 27 jours après le débarquement en Provence au lieu des prévisions de « plusieurs mois, annoncés par Churchill, pour pouvoir apporter une aide efficace à Eisenhower qui se trouve si loin au nord ». C'est un fait aussi que les troupes allemandes ont perdu un quart de leurs effectifs dans la remontée de la vallée du Rhône.

La faiblesse militaire de la résistance catalane l'a empêché de réaliser son projet de se libérer seule, en retenant le plus longtemps possible les occupants en Catalogne nord pour les empêcher de rejoindre les autres troupes en partance du bas Languedoc. Les forces militaires en présence étaient trop inégales.

Cette libération est, certes, un événement fondateur. Mais fondateur de quoi ? De la naissance d'une société régénérée par la victoire des Français face aux occupants mais aussi par leur implication aux côtés de leurs alliés (déterminants dans cette victoire), qui leur permet de ne pas être soumis à l'AMGOT « étatsunien » comme d'autres pays libérés le seront ? Les débats internes de la Résistance ont, me semble-t-il, été réglés auparavant et ailleurs. Ce qui n'a pas empêché des frictions entre les tendances de cette résistance catalane. Plutôt que de voir dans le comportement du Parti communiste la certitude de sa victoire, comme le suggère Jean Rostand cité par l'auteur, il me semble qu'on pourrait y voir une posture destinée à racheter son soutien absolu à l'URSS au moment du pacte avec Hitler. Pour ce faire elle devait être plus unitaire que les autres, et le fut un temps. On pourrait aussi s'interroger sur l'ambiguïté d'une certaine résistance plus ou moins tardive ; ce qui ne permet pas d'incriminer toute la résistance catalane.

Ce remarquable travail de Cristià Xanxo, malgré les quelques critiques de détail évoquées plus haut, mérite d'être lu par le plus grand nombre. Cela étant, il nous renvoie à un regret plus général : l'absence d'un travail plus collectif de l'ensemble des historiens catalans de la seconde guerre mondiale continue à être la norme. Il nous faut, aussi, saluer comme une initiative particulièrement heureuse le lancement par *Terra Nostra* et son responsable de publication, Ramon Gual, de cette nouvelle collection intitulée « Les Cahiers d'histoire contemporaine ». Et ce n'est pas moins une heureuse initiative que le premier titre paraissant soit une confrontation de documents autour des journées de la « Libération » des Pyrénées-Orientales de l'occupation de son territoire ou du repli, à moins que ce ne soit de la retraite des « troupes d'opération » allemandes.

Pierre CHEVALIER

\* \* \* \*  
\*

**Hélène CHAUBIN, *L'Hérault dans la guerre 1939-1945*, Paris, De Borée, 2015, 377 pages, 26 €**

Depuis plusieurs années les éditions De Borée se sont lancées dans la publication de monographies départementales ou régionales retraçant de façon synthétique les événements de la période 1939-1945. Fort à propos en cette année 2015 qui marque le 70<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, paraît donc *L'Hérault dans la guerre 1939-1945* sous la plume d'Hélène Chaubin. Bien connue des lecteurs du *Midi rouge*, l'auteur est une spécialiste de la période qu'elle a disséquée comme correspondante du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale pour la Corse mais aussi au travers de nombre de biographies rédigées pour le *Maitron*. Cette synthèse bienvenue réactualise l'état des connaissances sur le sujet puisque le précédent ouvrage faisant le point sur la question, écrit par Jules Maurin et Jean Sagnes, datait de 1986. D'ailleurs, comme un clin d'œil c'est Jean Sagnes qui signe la préface du livre. Qui plus est, au-delà d'une synthèse brillamment menée, il s'agit aussi d'une relecture de la période à l'aune des questionnements historiographiques les plus

récents notamment par l'apport des travaux de l'auteur sur des questions comme celles des réfugiés ou de la Résistance. En outre, puisant dans son expérience de contributrice au dictionnaire *Maitron*, Hélène Chaubin donne une épaisseur très intéressante à son exposé en brossant le portrait des différents acteurs avec un grand soin. Ce souci constant donne de la chair à cette histoire grâce à cette dimension biographique qui traverse l'ensemble du propos.

L'ouvrage se décompose en six chapitres qui s'enchaînent chronologiquement selon un plan classique. Dix-huit annexes complètent fort utilement le texte. Après avoir abordé la « drôle de guerre » et la campagne de mai-juin 1940, l'auteur consacre deux chapitres au régime de Vichy à la collaboration et à la naissance de la Résistance dans un département qui se trouve alors dans ce l'on a pu appeler le « Royaume du maréchal ». Le quatrième chapitre traite des deux années d'occupation allemande alors que les deux derniers évoquent le processus de Libération puis le lent et difficile retour à la vie du temps de paix durant l'année 1945. Comme le souligne Jean Sagnes dans sa préface, les apports du livre sont nombreux. L'un d'entre eux est l'accent mis sur la terre de refuge que constitue l'Hérault dès 1939. Le camp d'Agde qui héberge successivement dans des conditions très difficiles des républicains espagnols puis des Tchécoslovaques, des Belges et enfin ceux que le régime de Vichy estime indésirables est une bonne illustration de cet aspect. Hélène Chaubin décrit aussi l'arrivée de ces flux migratoires fuyant la guerre dans les villages de la plaine viticole qui doivent s'organiser pour recevoir en quelques semaines plus de 130 000 personnes. Ces pages résonnent d'ailleurs avec une actualité brûlante et rappellent opportunément que la guerre produit inévitablement des réfugiés.

Les mises en place du régime de Vichy et de la politique de collaboration sont particulièrement bien analysées et détaillées, en commençant par l'attitude des parlementaires de la région lors du vote du 10 juillet 1940. La politique d'exclusion et de contrôle mise en œuvre par le nouveau régime s'illustre à nouveau à travers le camp d'Agde, passé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur le 1<sup>er</sup> novembre 1940 et qui reçoit 6000 internés de près de vingt nationalités différentes. Le préfet Pierre Olivier de Sardan, ancien chef de cabinet de Pierre Laval au ministère des Affaires étrangères se charge d'épurer l'administration et les municipalités. La Révolution nationale est l'occasion de la résurgence d'un Midi blanc frustré du pouvoir politique depuis des lustres et qui tient sa revanche. Les monarchistes, souvent grands propriétaires terriens, occupent le devant de la scène politique locale. La lutte contre l'anti-France menée par le régime s'illustre dans le remplacement du maire de Sète, Albert Naquet, qui cumule les « handicaps » : il est juif, républicain-socialiste et franc-maçon. En outre, l'auteur montre comment les organisations inféodées au régime telles que la Légion française des Combattants mais aussi les mouvements de jeunesse, s'emploient à jouer les relais de la Révolution nationale.

Le chapitre intitulé rébellion ou collaboration met l'accent sur la dialectique entre les différentes attitudes qu'adoptent les habitants de l'Hérault dans ce contexte. À ceux des pétainistes qui glissent vers la collaboration, l'auteur met en contrepoint les premiers actes de rébellion comme la fronde contre les commissions d'armistice allemandes et italiennes. À l'activisme du PPF s'oppose l'attitude du préfet Benedetti ou le dévouement de Sabine Zlatin qui vient d'être récemment consacrée par l'attribution de son nom à une rue de Montpellier. On croise également les portraits de Pierre-Henri Teitgen, Marc Bloch, réfugiés à Montpellier ou Jean Bène qui développent la résistance locale. Celle-ci voit son processus de constitution minutieusement décrit avec notamment la création des MUR en 1942.

L'occupation allemande est évoquée sous tous ses aspects de la construction du fameux Südwall jusqu'à la mise en œuvre de la politique raciale. Cette période exacerbe les fractures de la société héraultaise avec l'épanouissement des plus fervents collaborateurs à travers leur participation à la Milice mais aussi avec le développement du refus des exigences de l'occupant qu'illustre l'augmentation du nombre de réfractaire au STO. La montée en puissance de la Résistance est particulièrement développée avec des apports novateurs sur le rôle des femmes notamment dans les réseaux de soutien. Avec la nomination de l'intendant Marty, la phase d'affrontement entre collaborationnistes et résistants atteint son paroxysme. La caserne de Lauwe devient un lieu de supplice de plus en plus important alors que le processus de Libération s'engage. La férocité de la répression s'illustre par les massacres du printemps et de l'été 1944, en particulier l'exécution des maquisards capturés lors de l'embuscade de Fontjun qui laisse une empreinte particulièrement prégnante dans le Biterrois. D'ailleurs, après avoir évoqué les opérations de harcèlement du mois

d'août 1944 et le départ des occupants, Hélène Chaubin aborde la phase de l'épuration avec beaucoup de pédagogie, ne négligeant aucun aspect de l'épuration extra-judiciaire jusqu'aux tontes de femmes, en reliant ces actes au lourd climat qui trouve sa source au cœur des affrontements précédents. Le livre s'achève sur le retour de la République et la restauration de son fonctionnement normal qui se traduit par un fort renouvellement de la classe politique locale dès les élections municipales de 1945.

Au fil de l'ouvrage Hélène Chaubin ne néglige également pas les aspects économiques et met en évidence de façon transversale les difficultés de ravitaillement qui touchent le département de monoculture viticole tout au long du conflit et y compris après la Libération. Comme le souligne Jean Sagnes dans sa préface, sauf à réécrire l'ouvrage il est impossible d'en résumer tous les apports. Hélène Chaubin livre ici dans une langue alerte une synthèse de grande qualité, un roman vrai, qui permettra aux historiens de métier comme au grand public de trouver une information de qualité et de référence quant à cette période cruciale de l'histoire.

Richard VASSAKOS

\* \* \*  
\*

**Jean-Claude RICHARD-RALITE (éd.), *Les Libérations d'août 1944, Arts et traditions rurales, Le Caylar, 2014, 216 p. 35 €.***

Les Libérations d'août 1944 est un ouvrage édité par l'association Arts et traditions rurales (ATR) du Caylar à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Libération. La rédaction de l'ouvrage est le fait du bureau de l'association mais bien que cela ne figure pas officiellement dans le livre, on peut deviner toute la part prise par Jean-Claude-Richard-Ralite dans la conception d'un volume qui comporte plus de 200 pages. Dans sa présentation, celui-ci souligne l'importance de l'été 1944, le rôle de la Résistance et fixe l'objectif du livre : rassembler une série d'illustrations de cette période à travers plusieurs témoignages en bonne partie inédit.

Sept parties très diverses composent l'ouvrage. Se mêlent des récits de témoins directs et des textes qui mettent en perspective ces relations d'évènements. On peut ainsi parcourir l'évocation de la bataille d'Alès par le commandant Dominique Magnan, la libération de Montpellier par le colonel Andrew Croft et celle de Nîmes sous la plume de Pierre Mazier qui évoque aussi les treize mois passés au sein du CDL du Gard. La bataille de la Madeleine et la mission Isotrope et sont évoquées du point de vue de l'officier anglais qui dirigeait cette dernière : le colonel Denys Hamson. Cependant, ce dernier étant décédé brusquement en 1963, ses souvenirs sont rapportés par son beau-fils, T.J. Elliott. Celui-ci a effectué ce travail en dotant son texte d'un appareil critique et d'une bibliographie conséquente tout en confrontant les différents points de vue sur les évènements relatés. Figure également un texte de Jean-Claude Richard-Ralite sur la traversée des colonnes allemandes dans le Cœur d'Hérault, prononcé à Aniane à l'occasion de la cérémonie du 25 août 2012 en hommage aux victimes des exactions commises lors de ce passage. Le texte est d'ailleurs étoffé d'une bibliographie et d'un solide appareil critique. L'ouvrage se conclut par une reproduction des « Jours heureux », le programme du Conseil national de la Résistance. Le volume est richement illustré avec notamment de nombreuses photographies inédites du maquis et de la libération de Montpellier dues à Andrew Croft. Cependant, on peut regretter d'un point de vue formel l'intégration d'illustrations qui ne collent pas directement au texte, comme par exemple la reproduction de couvertures de différents ouvrages sur la Résistance, ou différents articles de presse qui auraient gagnés à être mis en perspective par une légende appropriée. En outre, les témoignages directs auraient pu être dotés d'un appareil critique permettant d'explicitier ou de corriger certains points.

Pour autant, la lecture de ces textes permet de construire une représentation très vivante de jours fiévreux de la fin du mois d'août 1944. L'intérêt de l'ouvrage réside précisément dans la diversité des points de vue qu'il met en évidence. À celle du polytechnicien et officier de réserve Dominique Magnan, répondent les visions du Britannique Denys Hamson et du Nîmois Pierre Mazier. De la même façon, le témoignage d'Andrew Croft et ses riches illustrations font échos au texte de Jean-Claude-Richard-Ralite. Au premier degré ces témoignages sont donc une source d'information appréciable et se révèlent parfois savoureux à l'image de celui d'Andrew Croft qui transforme avec son accent anglais le nom du maquis Latourette en « Latouret ». Plus trivialement, si les textes britanniques apportent un regard froid et pour ainsi dire professionnel sur les événements, les témoignages de Pierre Mazier et Dominique Magnan mettent en lumière sur les divisions, les querelles et les concurrences entre les différentes tendances de la Résistance à la Libération. À cet égard, le texte du commandant Magnan apparaît parfois comme un réquisitoire à l'égard des communistes quand Pierre Mazier se montre plus mesuré sans être dupe des manœuvres politiques des uns et des autres. Les premiers textes concernant le Gard mettent en évidence la différence d'appréciation des différents acteurs sur le rôle la mission Isotrope ainsi que sur le déroulement de la bataille de la Madeleine. La confrontation du texte du britannique Hamson avec le témoignage du commandant Magnan permet de s'extraire du contexte politique franco-français et apporte également un éclairage intéressant sous l'angle de la construction et de l'évolution de la mémoire. La comparaison montre comment l'appui aérien évoqué par différentes sources et la reddition à un officier français en retraite relèvent des reconstructions à posteriori et des déformations qui peuvent en résulter.

Somme toute, il s'agit d'un recueil particulièrement utile pour qui s'intéresse à l'histoire de la Résistance en Languedoc méditerranéen. Il permet de voir à travers des récits vivants et poignants le rôle particulièrement actif de ces « militaires d'occasion » qui prirent tous les risques pour harceler les *marschgruppen* en retraite contribuant ainsi à la Libération.

Richard VASSAKOS

## **BIOGRAPHIES :**

---

**SALVAT Gilles, Marius.**

**Né le 10 août 1904 à Cette [Sète] (Hérault), mort le 1er juin 1985 à Sète (Hérault) ; professeur ; résistant ; communiste ; syndicaliste ; adjoint au maire de Sète.**

La famille Salvat était originaire de l'Ariège. Le grand-père de Gilles vint s'installer à Sète comme allumeur de réverbères. Le père de Gilles Salvat, Sauveur, né le 27 mai 1869 à Perpignan, était douanier chargé de surveiller les quais. Sa mère, Laurentine Laguerre était née le 5 mai 1879 à Montoulieu (Ariège). La mère de Gilles, catholique, souhaitait que ses enfants aient une éducation religieuse solide. Mais Gilles préférait jouer dans les rues de Sète et le quartier très populaire de la rue Révolution. Avec ses copains il jouait, rue de la Liberté et dans les rues avoisinantes de la rue Montmorency où il habitait avec ses parents au n°1 et où il habitera avec sa femme et ses enfants au numéro 13 jusqu'en 1965. Il devint athée très rapidement malgré les conflits que cela provoquait avec sa mère.

Le 17 juin 1920, son père qui était sous-brigadier à la douane de Sète tomba à l'eau dans le canal alors qu'il assurait une garde nocturne et se noya. Ce fut son fils Gilles, alors âgé de 16 ans qui fut requis pour l'identifier. Cela le marqua profondément et le fit souffrir d'une maladie inconnue à l'époque, la narcolepsie, qui fut diagnostiquée seulement dans les années 1960. Après le décès de son mari sa mère distribua des journaux.

Gilles Salvat se maria en 1937 avec Lina Paccianus née le 11 janvier 1904 à Brouilla (Pyrénées-Orientales). Il l'avait connue à la faculté de Lettres de Montpellier. Ils eurent trois enfants : Jean né le 26 juin 1940 à Perpignan, décédé le 14 août 2010 et enterré à Sète. Il était ingénieur et fut toujours membre du Parti communiste ; Danièle, née à Sète le 9 avril 1948, kinésithérapeute ; Françoise, née à Sète le 18 octobre 1950, directrice de Centre de formation et d'insertion.

Gilles Salvat fit des études d'Histoire-Géographie à la faculté de Lettres de Montpellier. Il obtint la licence d'enseignement. Il s'intéressait particulièrement à la philosophie de Hegel et au marxisme.

En octobre 1939, il était professeur adjoint au « grand lycée » de Montpellier (Hérault). Le 16 avril 1940, il fut affecté au dépôt d'infanterie n°163 à Montpellier et, le 4 mai 1940 détaché au cours d'élèves officiers de réserve à Sète. Il fut démobilisé le 17 juillet 1940 et se retira à Brouilla, où, semble-t-il, il rejoignit son épouse qui venait d'accoucher à Perpignan. Il occupa son premier poste de professeur à Péronne dans le Nord où il resta quelques années puis obtint un poste à Rodez (Aveyron) et enfin put revenir à Sète au collège le 16 septembre 1947 où il y fit tout le reste de sa carrière jusqu'en 1969. Dès lors il se consacra à son mandat d' élu.



**Gilles Salvat, 1977**

Il semble, d'après sa fille Françoise, qu'il adhéra au PCF à la Libération. Elle précise : « Ce fut le fruit d'une longue réflexion. Je crois qu'il avait été socialiste et trouvait leur politique trop timorée. Il lisait Marx, Lénine. Il prônait le matérialisme philosophique et la dialectique comme système de pensée et d'argumentation. Il souhaitait convaincre du bien-fondé de ses idées dans le calme d'échanges et de démonstration. Toute sa vie a été construite au regard de ses idées. »

Ce fut en mai 1945 qu'il fut candidat pour la première fois à un mandat électif à Sète. C'était sur la liste conduite par Pierre Arraut\*, pour les élections municipales. Il fut constamment réélu jusqu'en 1977. En novembre 1946 il fut à nouveau candidat en 3e position, après François Winberg, sur le 2<sup>e</sup> secteur de Sète. Le 19 octobre 1947, il fut candidat aux élections municipales sur la liste d'Union républicaine et résistante de défense des intérêts de la ville de Sète présentée par le Parti communiste français. Gilles Salvat fut chargé des problèmes culturels en 1959. Il fut à l'origine, avec la complicité d'Antoine Beille\*, de plusieurs réalisations et de la foisonnante activité du Centre Culturel. Les chantiers culturels furent alors ouverts comme la rénovation du Théâtre municipal Molière. Le Théâtre de la Mer naquit sous son impulsion ce qui a permis de rénover le fort Vauban. Les bancs de bois avaient été construits dans des planches venues des forêts de Matemale (Pyrénées-Orientales) où il avait passé son enfance. Ce fut la Compagnie Jean Deschamps qui anima pendant de longues années un magnifique festival illustré par une affiche du peintre Albert Masri.

Le Centre culturel sétois fut un outil démocratique au service de la culture et des associations de la Ville qui s'y associèrent immédiatement : Amis du Bel canto, Cercle occitan, Caméra Club, Ciné-Club Gérard-Philippe, etc... Il avait souhaité la création d'un musée dédié à Paul Valéry car il nourrissait une grande admiration pour le poète sétois. Ce projet verra le jour grâce à l'obstination des deux « complices culturels » Antoine Beille\* et Gilles Salvat.

Pour suivre les activités culturelles et leur développement, Gilles Salvat bénéficia aussi des complicités d'Anselme Roumieu, conseiller municipal et occitaniste, et de Michel Rideau\*. Soucieux de voir les enfants de Sète s'intéresser à la peinture et au dessin, Il fut à l'origine de l'école des Beaux-Arts dont direction fut confiée à Éliane Beaupuy-Manciet\*, grand prix de Rome. Sur le plan sportif, sa fille Françoise, retient la création de la base nautique Munoz-Miaille au Barrou, en bordure de l'étang de Thau, afin que la voile ne soit pas réservée qu'aux riches.

Salvat fut élu au secrétariat de la section de Sète du PCF lors de la conférence de section du 23 janvier 1949. Il fut élu membre du comité de la Fédération de l'Hérault du PCF, lors de la conférence fédérale des 19 et 20 février 1949.



**Gilles Salvat, juillet 1977. Inauguration de la barque de joutes "La Punched" pour la Saint-Louis.**

Il participa au collectif de gestion de la librairie créé par le PCF au début des années 1960. Celle-ci était attenante au siège du PCF, quai supérieur de la place Aristide-Briand, aujourd'hui rue du 11 novembre 1918. Ce collectif comprenait, Henriette Luccionni, Éliane Baupuy-Manciet\*, Michel Rideau\*.

Pour les fêtes du tricentenaire de la ville de Sète, en 1966, il fut à l'initiative de la sortie d'un ouvrage, Sète, qui regroupait plusieurs signatures d'universitaires qui passaient la ville au crible de leurs études. Cet ouvrage était placé sous la direction de Gaston Galtier, professeur à la faculté de Lettres de Montpellier et président de la Société languedocienne de géographie. Gilles Salvat, alors conseiller municipal délégué aux affaires culturelles, y traitait par ailleurs de l'histoire de Sète, dans une étude très fouillée intitulée « Les difficultés de Sète et ses victoires ». À partir de sa configuration géographique, il confrontait cette place originale dans l'histoire et aux enjeux économiques (port, voies navigables, etc...) en liaison avec l'économie régionale.

Un journal du Centre culturel, *Arts et culture*, fut créé. Il donnait la parole aux associations et des poètes locaux s'y exprimaient. En 1969, parut le premier bulletin de la Société d'études scientifiques de Sète et de sa région, présidée de Gilles Salvat. Ce bulletin relatait les travaux de la section spéléologie du centre culturel, animée par Bernard Baraillé, par ailleurs journaliste à *Midi-Libre*. Dans son n° 3 en 1970, M. Baraillé publia un article sur « L'exploitation du Causse d'Aumelas » où il faisait état de la découverte d'un aven : celui-ci fut dédié au conseiller municipal à la culture et porte depuis le nom d'Aven Salvat qui est à la fois classé dans les grandes cavités du fait de sa profondeur (118 m) et de l'importance de son développement.

Par la suite, Gilles Salvat fut adjoint à la jeunesse et aux sports.

Il voulait que tous aient accès au sport et à la culture et pensait qu'il fallait construire des structures adaptées et peu onéreuses afin que tous les enfants aient les mêmes chances dans la vie. S'il s'intéressa particulièrement au domaine du sport et à celui de la culture, il n'en négligea pas cependant d'autres domaines. Avec Armande Maillet il fut à l'origine des premiers restaurants scolaires. Avec Louis Catanzano il contribua à la création d'une Régie municipale des Pompes funèbres, brisant ainsi le monopole d'une compagnie privée et rendant des services moins onéreux pour les familles.

En 1972, se déroulaient à Paris les négociations entre Vietnamiens et Américains afin de mettre fin à la désastreuse guerre qui anéantissait le Vietnam. Afin d'offrir une pause à Mme Nguyen Thi Binh qui conduisait la délégation vietnamienne, la section de Sète du PCF accueillit celle-ci pendant l'été 1972. Gilles Salvat mit la baraquette que possédait la femme de son fils Jean, au flanc du Mont Saint Clair, à la disposition de celle qui deviendra, après les accords de Paris de janvier 1973, ministre de l'Éducation et vice-présidente du Vietnam entre 1992 et 2002. Pendant une semaine les militants du

PCF de Sète se relayaient, jours et nuits, afin d'assurer sa sécurité et l'accompagner dans ses escapades à la plage. Elle fut reçue officiellement en mairie par Pierre Arraut.

Celles et ceux qui l'ont connu en gardent un souvenir d'un homme à l'humour froid, d'une grande rigueur morale et intellectuelle. Il a beaucoup aimé l'enseignement et particulièrement les matières choisies car il souhaitait que la jeunesse vît, à travers l'étude de l'Histoire, la lutte des classes, l'exploitation de la classe ouvrière par le capitalisme.

SOURCES : *Le Travailleur du Languedoc*, 29 avril 1945, 23 novembre 1946 & 29 janvier 1949. — *La Marseillaise*, 16 juin 1985. — Fédération de l'Hérault du PCF. — *Sète*, sous la direction de Gaston Galtier, Presses de la Socedim, Société d'édition et d'impression de la Méditerranée, Marseille, mars 1967, 202 p. — Souvenirs de ses filles Danièle et Françoise. — Souvenirs et archives de Jacques Blin.

Jacques BLIN

\* \* \* \*  
\*

**ROQUEFORT Félix, François, Xavier [Pseudonymes dans la clandestinité : Raynal, Cantal]**

**Né le 12 décembre 1913 à Lastours (Aude), mort le 25 novembre 1982 à Conques-sur-Orbiel (Aude) ; ouvrier mineur, puis aide-chimiste ; militant SFIO puis communiste, secrétaire de la fédération PCF de l'Aude (1959-1972) ; syndicaliste CGT ; résistant, lieutenant FFI, membre du Mouvement de Libération nationale (MLN) puis du Comité régional de Libération de la R3 (région de Montpellier) ; maire de Conques-sur-Orbiel ; conseiller général de l'Aude ; député (1956-1958).**



**Source : Arch. Assemblée nationale.**

Fils d'un mécanicien militant socialiste et d'une militante communiste (couturière de profession, si l'on en croit le *Dictionnaire des Parlementaires*), Félix Roquefort naquit dans une famille ouvrière de l'Aude, à Lastours, commune située à 16 km de Carcassonne. Il avait cinq frères et sœurs, qu'il décrivait tous comme membres du Parti communiste en 1945.

En juin 1926, il obtint le Certificat d'études primaires, puis suivit quelque temps des cours par correspondance jusqu'au niveau du brevet élémentaire, qu'il n'obtint pas. D'abord manœuvre dans une entreprise de maçonnerie à Villeneuve-Minervoise (Aude), il travailla dès novembre 1926 à la forge des mines de Villanière. La forge préparait les burins des mineurs : on extrayait dans ce bassin minier de l'or et de l'arsenic. Après la forge, en octobre 1928, il continua à travailler comme manœuvre aux usines de la Combe du Sault qui traitaient le minerai de Salsigne, puis à l'usine de flottaison à partir de 1931. Dans des conditions pénibles, il travaillait alors jusqu'à 60 heures par semaine, conditions que la crise des années 1930 rendit plus difficiles encore. Son père, qui travaillait dans la même usine, mourut en novembre 1933. Avec sa disparition, sa famille perdit le droit

d'occuper un logement de la cité ouvrière de la Combe du Sault. Elle fut expulsée et parvint à se reloger à Conques-sur-Orbiel.

Adhérent aux Jeunesses socialistes en 1930, Félix Roquefort rejoignit également, en 1933, la CGT. Entré à la mine de Salsigne, il y prit part à la constitution d'une section syndicale CGT dont il fut le trésorier jusqu'en 1939. Ses activités militantes lui valurent en 1935 un licenciement, une semaine avant le début du service militaire qu'il accomplit jusqu'en août 1936. Il avait été affecté à Nîmes (Gard) au 19<sup>e</sup> Régiment d'infanterie en avril 1935. Réintégré après son retour en août 1936, Félix Roquefort revint aux mines de Salsigne où il fut affecté à la charge des fours où l'on fondait le minerai. Il fonda, cette année, de grands espoirs dans le mouvement du Front populaire. Il fut à nouveau menacé de licenciement après la grève du 30 novembre 1938, mais la direction de la mine recula devant la pression de ses camarades. Adhérent du Parti socialiste SFIO, il fut secrétaire adjoint de sa section et se positionna contre les accords de Munich en 1938.

Félix Roquefort fut rappelé à l'Armée le 26 août 1939. Il fut d'abord mobilisé au 2<sup>e</sup> Régiment d'artillerie coloniale à Nîmes (Gard) avant d'être envoyé à Bernis, une commune située à une dizaine de kilomètres de Nîmes, où il resta environ trois mois. Puis ce fut l'Isère, près de Grenoble, où il fut affecté aux transmissions. Au printemps de 1940, sa batterie fut déplacée à proximité de Cannes (Alpes-Maritimes). Mais quand l'Italie déclara la guerre à la France, la batterie fut envoyée en direction du front allemand. La rapide invasion allemande engendrait l'exode des civils et la retraite des forces françaises ; Félix Roquefort et ses compagnons ne dépassèrent pas Montereau. L'ordre de repli leur fut signifié le 15 juin. Il fut fait prisonnier non loin de Gien le 18 juin 1940. Transféré en train près de Saint-Quentin, il fut d'abord chargé avec une quarantaine de prisonniers de faire la moisson. Il faisait partie des prisonniers maintenus en France pour pallier le manque de main-d'œuvre. Durant ses mois de captivité, il fut interné à Sens (Yonne), Romilly-sur-Seine (Aube), puis à Croix-Fonsomme (Aisne). Mais un départ pour l'Allemagne restait probable. Le 20 novembre, avec un autre Audois, il parvint à s'évader. Les Allemands étant à Bordeaux, ils purent prendre un train à Paris pour cette destination. Après avoir réussi le 25 novembre à passer la ligne de démarcation, ils se firent démobiliser à La Réole et prirent un train pour Carcassonne dès le 26 novembre.

Félix Roquefort revint aux mines de Salsigne qui employait alors 1 100 salariés à la fin de novembre 1940. Il renoua avec la CGT, qui devait se réunifier en avril 1943. Sous la direction de Janvier, dirigeant régional en Languedoc-Roussillon, il intégra l'organisation clandestine de l'Action ouvrière et devint résistant à Béziers (Hérault). Il reconstitua dans la clandestinité l'Union départementale CGT de l'Aude et prit le pseudonyme de Raynal. Par l'intermédiaire de son beau-frère, le commandant Armagnac, Félix Roquefort avait intégré les MUR (plus tard, Mouvement de libération nationale (MLN), associés à l'Armée secrète. En 1941 et 1942, son activité consista essentiellement en des distributions de tracts clandestins.

Au début de l'année 1944, Félix Roquefort adhéra au PCF clandestin. Malgré l'interdiction, il y eut des grèves en avril 1944 qui aboutirent à l'augmentation des salaires. Il prit part à nombre d'actions de la Résistance audoise : avant l'occupation de la Zone sud, il avait ainsi prit part aux manifestations du 14 juillet 1942 à Carcassonne, et de l'anniversaire de Valmy le 20 septembre ; pendant l'occupation allemande, aux sabotages menés à l'encontre des intérêts allemands (transports, communications). À la mine, par exemple, le câble aérien transporteur du minerai fut mis hors d'usage en janvier 1944, puis, en mars, ce furent des pompes et, en juin, des pylônes. L'Action ouvrière, une branche armée de Combat, dirigée par Gérard Suberville\*, créa des districts ouvriers à la gare de Carcassonne et aux mines de Salsigne où le beau-frère de Félix Roquefort, Antoine Armagnac\*, fut un dirigeant de la Résistance. Quant à Félix Roquefort, il entra dans le Collectif régional qui dirigeait l'Action ouvrière et prit le pseudonyme de « Cantal ». Dès lors, il eut à se déplacer souvent entre Béziers, les bassins miniers de l'Hérault et sa région d'origine où l'action résistante se tourna résolument vers les sabotages et les maquis : les premiers maquis, en juin 1943, s'ouvrirent surtout aux réfractaires au Service du travail obligatoire (STO). L'année la plus dure, 1944, fut celle de la répression par la Milice qui vint piller à Conques les logis de Roquefort et d'Armagnac que Gilbert de Chambrun avait choisi pour diriger les CFL (Corps-francs de la Libération), dans l'Aude. Le maquis Armagnac comptait environ soixante-dix hommes en juin 1944. Très mobile, il était ravitaillé par parachutages depuis le début de l'année. Un de ses points de refuge était la grotte de Trassanel. Attaqués par les Allemands le 8 août, les membres du maquis virent quinze des leurs, dont Antoine Armagnac, périr. Trente autres furent fait prisonniers et vingt-six d'entre eux exécutés. Deux frères de Félix Roquefort

furent tués : Pierre\*, né en 1923 fusillé sommaire à Baudrigue, commune de Roullens, Aude (Voir Batlle Simon\*), et Christophe\*, né en 1928, mort au combat à Trassanel.

Cette même année 1944, Félix Roquefort avait pris le pseudonyme de Cantal et était devenu chef régional de l'Action ouvrière. Le 15 août, il fut arrêté à proximité de Nissan (Hérault) mais parvint à s'évader quelques heures plus tard en enfourchant son vélo et en évitant miraculeusement les tirs de deux soldats allemands. Représentant de la CGT clandestine dans l'Hérault, il eut aussi des responsabilités au niveau régional et avait été nommé en avril 1944 au Comité régional de Libération (CRL). Cet important organisme de la Résistance avait connu un précédent, né à la seule initiative du Front national, qui avait réuni un premier CRL le 17 octobre 1943 chez le professeur Villeneuve à Montpellier. Nous ne possédons pas le procès-verbal de cette réunion mais elle est attestée par un procès-verbal du 2<sup>e</sup> CRL, daté du 14 mars 1945. C'est ce deuxième CRL, constitué dans la clandestinité puisque sa première réunion eut lieu le 28 juin 1944, qui créa les Comités départementaux de la Libération. Il avait été constitué à Monteil, près de Villefranche-de-Rouergue (Aveyron). Son premier président fut Gilbert de Chambrun\*, chef régional des MUR. Il céda la présidence à son ami Lucien Roubaud (alias Astier)\*, professeur de philosophie audois, quand il prit la tête des FFI. La formation du CRL fut difficile en raison de la tension qui existait entre les socialistes et Gilbert de Chambrun\*. Francis Missa\* et Henri Noguères\* tentèrent de s'opposer à ce que le mandat réservé à la CGT fût confié à Félix Roquefort car ce dernier, ex-confédéré, en était venu à des positions unitaires. Finalement, il fut intégré dans le comité plénier qui compta dix-huit membres. Il y avait toute sa place en tant que membre de la direction de l'Action ouvrière, du bureau des syndicats des mineurs de Salsigne et de l'Union départementale des syndicats ouvriers de l'Aude. Félix Roquefort avait rencontré Jacques Bounin, commissaire de la République à Montpellier le 14 juillet 1944. Après la Libération, le CRL participa activement aux tâches du commissariat de la République. Félix Roquefort fut également membre du Comité départemental de Libération de l'Aude.

Membre du comité fédéral PCF de l'Aude à la Libération, Félix Roquefort fut élu l'année suivante au bureau fédéral. Il militait alors à la cellule locale de Conques-sur-Orbiel. En janvier 1945, il suivit une école régionale du Parti communiste à Montpellier (Hérault) puis, en mai-juin de la même année, une école centrale du parti à Arcueil (Seine, Val-de-Marne). Réélu au bureau fédéral jusqu'en 1954, il intégra le secrétariat fédéral en 1959. Il devint alors permanent, en charge des questions paysannes, et demeura au secrétariat jusqu'en 1972. Membre du bureau fédéral jusqu'en 1974, il siégea ensuite au comité fédéral jusqu'en 1977 car, en désaccord avec le parti sur la politique d'union de la gauche, il avait formulé sa demande de retrait de toute responsabilité fédérale, affirmant que sa décision était irrévocable.

Syndicaliste CGT, Félix Roquefort avait été permanent à l'Union départementale des syndicats ouvriers de l'Aude à la Libération, en tant que secrétaire administratif. En 1945, un responsable du PCF soulignait qu'il était « très estimé dans le mouvement syndical, en particulier dans le Cabardès et chez les mineurs ». Il resta en poste dans les années 1950 et devint membre du conseil national de la Fédération CGT du Sous-sol.

Sur le plan politique, Félix Roquefort était devenu maire de Conques-sur-Orbiel et conseiller général de l'Aude à la Libération. Dans sa municipalité, il fut à l'origine de la construction de plusieurs infrastructures, dont une salle des fêtes et des installations sportives. En 1955, il fut candidat au Conseil de la République mais ne fut pas élu et, en 1956, fut élu député de l'Aude. Il siégea alors à la commission des boissons et à celle de la production industrielle où, si l'on en croit les témoignages et hommages post-mortem, il défendit les mineurs et viticulteurs de son Aude natale. À compter de 1958, il fut candidat à de nombreuses élections sans toutefois parvenir à se faire élire, que ce soit au Sénat (1959, 1962, 1967, 1971) ou à l'Assemblée nationale (1962, 1967, 1968, 1973).

Médaillé de la Résistance, Félix Roquefort a été homologué au grade de lieutenant FFI. La salle des fêtes qu'il avait fait construire durant son mandat de maire de Conques-sur-Orbiel a pris son nom. Une stèle à son effigie figure dans la ville, où une cérémonie annuelle lui rend hommage depuis son décès.

ŒUVRE : Félix Roquefort, *Ils sont entrés dans la légende*, Quillan, 1981, 241 p.

SOURCES : Arch. dép. Hérault, CRL 1944-1946. — Arch. comité national du PCF. — Fonds Gérald Suberville, Musée de la Résistance, Champigny. — Notice biographique dans le {Dictionnaire des Parlementaires}. — Lucien Maury, *La Résistance audoise*, Carcassonne, éd. Comité d'Histoire de la

Résistance du département de l'Aude, 1980, deux volumes, 434 et 451 p. [en particulier, pp. 397-402, avec des extraits du témoignage de Félix Roquefort recueilli par Lucien Maury]. — Roger Bourderon, *Libération du Languedoc méditerranéen*, Hachette, 1974, 283 p. — Gérald Suberville, *L'Autre Résistance*, Saint-Étienne-Vallée-Française (48330), AIOU, 1998, 180 p. — Hélène Chaubin, rapport complet d'enquête sur *Les pouvoirs à la Libération dans l'Hérault*, Archives IHTP/CNRS. — Catherine Pozzo di Borgo, *Tout l'or de la Montagne Noire*, film documentaire, Adria films, France 5, 2002. — *La Dépêche du Midi*, 10 novembre 2011 et 29 novembre 2012.

Hélène CHAUBIN, Julien LUCCHINI

\* \* \*

\*

**RAMOND Aimé, Jean, Marie, Louis**

**Né le 30 août 1918 à Montgeard (Haute-Garonne), mort fusillé sommaire le 19 août 1944 à Roullens (Aude) ; élève officier puis aspirant de l'Armée, puis (1942) fonctionnaire de police (officier de Paix) à Carcassonne (Aude) ; résistant de l'Aude (MUR, responsable départemental du NAP-Police)**

Dans beaucoup d'ouvrages et d'articles imprimés ou en ligne qui parlent d'Aimé Ramond, de son action résistant et de sa mort tragique, son patronyme est le plus souvent transcrit à tort « Ramon ».

Aimé Ramond était le fils de Jean Ramond, garde-champêtre à Montgeard et Maria Raigné âgés respectivement de trente-cinq ans et vingt-sept ans en 1918. Sa famille paternelle était originaire de Montgeard alors que sa mère était native de Nailloux (Haute-Garonne, commune limitrophe de Montgeard) et résidait à Montgeard lors de son mariage en 1909. Après la guerre, les époux Ramond, petits propriétaires vécurent de la culture des céréales et l'élevage bovin. Aimé fut déclaré pupille de la nation le 25 octobre 1932 par décision du tribunal de Villefranche-de-Lauragais (Haute-Garonne) du fait des blessures reçues par son père, rescapé de la Grande Guerre ; il put ainsi poursuivre plus facilement des études. Aimé Ramond avait un frère aîné, Sylvain, né en 1910 et mort prématurément le 3 août 1937.

Dans une commune, longtemps dominée par la droite conservatrice incarnée par les maires (Ernest Dalga, jusqu'en 1919, Albert Combes (1919-1935) et Roger Dalga, élu en 1935) propriétaires terriens, la famille Ramond se plaça résolument dans le camp "avancé". Les relations furent tendues, en particulier avec le dernier des trois qui occupait une maison mitoyenne de celle des Ramond.

Excellent élève de l'école primaire du village, Aimé Ramond fut remarqué par son instituteur, Lazare Billa. Après le certificat d'études primaires, facilement obtenu, il put poursuivre ses études à l'école primaire supérieure (EPS) Berthelot de la rue des Recollets à Toulouse (Haute-Garonne). Aimé Ramond dont l'occitan était la langue maternelle lui conserva toujours sa préférence bien qu'il poursuivait sa scolarité dans des établissements d'où elle était bannie. Désireux d'embrasser une carrière d'instituteur, il présenta simultanément (juillet 1935) le brevet de l'enseignement primaire supérieur et le brevet de capacité à l'enseignement primaire. Il poursuivit ses études à Toulouse en vue de l'obtention du brevet supérieur et obtint en 1937 un sursis afin de mener à bien ce projet. Studieux, Ramond pratiquait aussi plusieurs sports : athlétisme, rugby, natation.

Sensibilisé à la politique, il suivait attentivement l'évolution de la situation politique française et internationale des années du Front populaire, de la guerre d'Espagne et de la consolidation de l'Allemagne nazie. C'était un homme de gauche, résolument antimunichois à l'automne 1938.

En effet, si Aimé Ramond avait en vue une carrière d'instituteur, la situation internationale de 1938 l'amena à s'inscrire à la préparation militaire à la caserne Niel à Toulouse (Haute-Garonne). Il intégra le peloton préparatoire de l'école d'officiers de réserve puis, le 18 septembre 1939, le 502<sup>e</sup> régiment de chars de combat à Angoulême (Charente). Le 6 mai 1940 il rejoignit l'école chars de combat de Satory, (Versailles, Seine-et-Oise). Il y obtint le brevet de chef de section de chars et fut nommé aspirant de réserve le 25 août. Il demeura dans l'Armée d'armistice et rejoignit, le 2 septembre, le 18<sup>e</sup> RI reformé dans sa garnison traditionnelle, Pau (Basses-Pyrénées ; Pyrénées-Atlantiques). Mais Ramond fut affecté une compagnie en garnison à Tarbes (Hautes-Pyrénées).



**Aimé Ramond, militaire**

L'entrevue de Montoire, les perspectives de collaboration avec le Troisième Reich le déçurent et lui posèrent la question de son maintien dans une armée où prédominaient les traditions antirépublicaines au service de ce régime. Il préféra la quitter et envisagea une carrière dans la police, administration, dont, au demeurant, il était ignorant mais qui, selon lui, permettrait de se mettre au service la Résistance. La Police nationale, en voie de constitution depuis l'adoption de la loi du 23 avril 1941 prévoit une présence dans les villes de plus de 10 000 habitants et nécessitait donc des cadres nouveaux qui facilitait donc le recrutement de nouveaux policiers. Démobilisé à sa demande le 20 octobre 1941, Ramond revint momentanément dans son village natal. Le 27 février 1942, il sollicita un emploi d'officier de paix emploi auquel il avait accès sans concours en sa qualité d'officier de réserve. Admis dans la police, le 10 avril 1942, il pouvait aussi choisir une affectation dans les nouveaux Groupes mobiles de réserve, option que privilégiait l'intendant de police Georges Lelong, chef de l'École de sécurité publique de Périgueux (Dordogne) où Ramond suivit des cours de formation. Ayant compris ce que signifiait une affectation dans les GMR, Ramond, à la sortie de l'école de Périgueux fit le choix d'un poste d'officier de paix dans un commissariat de police urbaine alors que lorsqu'il avait été recruté et avant de suivre les cours de l'école de Périgueux, il avait choisi les GMR sans savoir à quoi il s'engageait. Il effectua son stage à partir du 6 janvier 1943 au commissariat de Carcassonne (Aude) où il fut affecté comme titulaire, le 16 juin 1943, comme commandant du corps urbain de police de Carcassonne. Le 20 mai 1943, à l'issue de son stage, il reçut une première nomination au GMR Minervoises de Carcassonne dont il sollicita l'abrogation à compter du 16 juin. Il obtint satisfaction grâce à l'appui de ses supérieurs et, le 28 juillet 1943, il fut nommé à titre définitif officier de paix au commissariat de Carcassonne.

Rapidement en contact avec des policiers adhérents ou sympathisants du mouvement Combat qu'il connaissait depuis son stage, il avait dès 1942 noué des liens avec animateurs de ce mouvement à Carcassonne et dans les communes voisines (Voir : Picolet Albert\*, Roquefort Félix\*, Roubaud Lucien\*). Il finit par y adhérer et, par ses fonctions occupait une position stratégique afin de faire progresser la Résistance à Carcassonne et dans l'Aude. Il fut chargé de diriger les services du NAP (Noyautage des administrations publiques) Police du département sous l'autorité de Jean-Baptiste Sablé, (des PTT) responsable de l'ensemble du NAP de l'Aude.

Le 5 août 1943, toutefois, il se blessa accidentellement (ou lui tira-t-on dessus ?) avec son arme de service et fut transporté par un des policiers qu'il avait sous ses ordres à la clinique du docteur Émile Delteil — un résistant — qui réussit à le sauver de deux graves blessures à l'abdomen. L'affaire fut classée par ses supérieurs et il se rétablit rapidement après une convalescence à Montgeard où, amoureux de l'institutrice, Henriette Rolland, il s'y était fiancé officieusement. Nommé titulaire de son poste le 16 septembre 1943, il fut mis en congé pour trois mois. Cette décision ne le satisfaisait pas car elle l'éloignait du NAP et la Résistance carcassonnaise. Il demanda au docteur Petrera qui traitait les cas des fonctionnaires de police carcassonnais, de lui permettre de reprendre son service. Après un entretien avec un supérieur à Montpellier (l'oncle du docteur Petrera) il obtint une nomination au commissariat de Montpellier (Hérault) à partir du 4 décembre 1944. Il insista pour être

rapproché de Carcassonne et de Montgeard et, le 1er mars 1944 il fut muté à Béziers (Hérault) avant d'obtenir gain de cause et de réintégrer le commissariat de Carcassonne le 1er mai 1944. Il retrouvait ses amis résistants avec qui il n'avait cessé de garder le contact.

Avec d'autres policiers favorables à la Résistance, il assurait la transmission de renseignements, la confection de fausse documentation, la surveillance des collaborationnistes, la liaison avec des maquis comme celui de Montolieu et, surtout, celui de Picaussel formé et dirigé par l'instituteur Lucien Maury, au point que cette relation avec ce maquis fut mentionnée sur sa fiche matricule. Il était aussi en contact avec le policier révoqué audois, André Coste, et lui facilita son travail d'agent de renseignements. Coste, de retour à Carcassonne en octobre 1942 et agent P2 de renseignements des Services spéciaux de la défense nationale sous le couvert des réseaux des Travaux ruraux qui faisait passer hommes et renseignements (recueillis dans tout le département et, en particulier, sur la zone littorale) en Espagne (et de là en Afrique du Nord), après le 11 novembre 1942. Le 20 mai 1944, Ramond intervint avec sang-froid afin de tirer Coste des griffes de la Milice et réussit à le faire évader.

D'après le témoignage d'André Coste repris par Lucien Maury (*op. cit.*, tome I, p. 337), Ramond sut « continuer à sortir des patriotes des griffes de la Milice et de la Gestapo ... en restant à son poste où il était facile à ces dernières de venir le cueillir ». En un an et demi, Ramond était devenu l'un des dirigeants les plus en vue de la résistance audoise. Il avait noué dès son retour à Carcassonne, des relations confiantes avec nombre d'entre eux, en tout premier lieu avec Jean Bringer alias Myriel\*, le responsable départemental de l'AS et des Groupes francs puis des FFI dont il partagea le tragique destin. En effet, son activité fut décelée par les collaborationnistes qui informaient les deux intendants de police successifs de Montpellier favorables à la Milice et aux Allemands, Marty puis Hornus — qu'il surveillait et par la SIPO-SD. Il fut arrêté sur dénonciation le 29 juillet 1944.

Interné à la maison d'arrêt de Carcassonne, il y retrouva Jean Bringer\* et le docteur Émile Delteil, arrêtés le lendemain. D'autres résistants furent arrêtés les jours suivants, dont quatre maquisards (Gilles Bertrand\*, Jean Hiot\*, Léon Juste\*, Pierre Roquefort\*) faits prisonniers après le combat de Trassanel (Aude), le 8 août 1944. Tous furent torturés. Dans sa cellule, Ramond traça sur un mur un calendrier où il notait les jours de détention. Il rédigea également, en occitan (graphie phonétique française), un bref testament : « Aquo es moun testamen. Se daissi ma bido dins aqueste affa souhaiti que mous parens caousisquon l'Albert Ramond de Libourno coumo heritie a mens que ma caro Henrietto y fasco empechamen » [« Ceci est mon testament. Si je le laisse ma vie dans cette affaire, je souhaite que mes parents choisissent Albert Ramond de Libourne comme héritier. À moins que ma chère Henriette y soit opposée » (dans le cas où elle serait enceinte), traduction André Balent] (Albert Ramond était un cousin défavorisé et Henriette Rolland, sa fiancée). Le jour de son transfert, le 19 août, il nota, toujours sur le mur de la prison : « 19 août départ du docteur Delteil [« grâcié » par Oskar Schiffner de la *Siecherheitspolizei* de Carcassonne pour avoir soigné des soldats allemands dans sa clinique] et des camarades arrêtés le même jour que nous pour un camp d'internement. Pour ce qui me concerne quand je réclame ma nourriture on me répond qu'il n'y en aura peut-être pas ». Aimé Ramond n'était pas marié. Il avait mentionné Henriette Rolland sa fiancée officieuse dans son "testament".

Les détenus furent transportés dans un fourgon cellulaire au domaine de Baudrigues (commune de Roullens) où les forces d'occupation avaient installé un dépôt de munitions (obus d'artillerie et torpilles pour l'aviation de bombardement). Des dispositions avaient déjà été prises afin de provoquer l'explosion du dépôt et les occupants du domaine. Ramond et ses compagnons furent fusillés (ou explosés ?) puis leurs corps déchiquetés par plusieurs explosions furent projetés dans un rayon d'environ trois cents mètres. Les restes de Ramond furent parmi ceux qui furent reconnus dès le 25 août. Le docteur Émile Delteil, présent sur les lieux, reconnut sur son abdomen partagé en trois les traces de l'opération chirurgicale qu'il lui avait faite après son accident du 5 août 1943. Son décès fut, à tort et pour des raisons inconnues, enregistré sur le registre de l'état civil de Carcassonne et non sur celui de Roullens.



**Hommage à Aimé Ramond lors de l'érection de sa stèle dans la clairière de Baudrigues (Roullens, Aude). Cliché publié in Lair, Rivals, Rouu, *op. cit.*, 1995, p. 122**

Aimé Ramond fut inhumé au cimetière de Montgeard (Haute-Garonne). Déclaré « mort pour la France », par le secrétariat des Anciens combattants le 13 février 1946, cité à l'ordre de la nation, il fut homologué lieutenant (FFI) et élevé au grade de chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume (décret du 27 août 1948). Une des trois stèles commémoratives du parc du château de Baudrigues à Roullens lui est particulièrement dédiée. Son nom figure aussi sur la plaque commémorative de l'hôtel de Police de Carcassonne, sur une plaque commémorative du square de l'armistice à Carcassonne et sur le monument aux morts de Montgeard. En 1994, la 50e promotion d'élèves officiers de la police nationale de l'École supérieure des officiers de paix de Nice (Alpes-Maritimes) a pris le nom de "Promotion officier de paix principal Aimé Ramond". Philippe Marchal, chef d'état-major au commissariat central de police de Carcassonne, rédigea un discours en partie biographique lors d'un hommage rendu à Aimé Ramond à Baudrigues le 11 mai 2012. Ce discours fut repris ultérieurement par un élève de la première année de baccalauréat professionnel du lycée Jules-Fil de Carcassonne. Le 8 octobre 1944, le conseil municipal de Carcassonne donna son nom à une rue de la ville désignée jusqu'alors comme rue de la mairie. À Montgeard, la rumeur insinua que Ramond aurait joué un "double jeu" entre la Résistance et la Milice. Par une délibération du 30 juin 1946, le conseil municipal de Montgeard refusa, à l'unanimité, que les parents du défunt posassent à leur frais une plaque sur le monument aux morts indiquant que le leur fils avait été victime de la Gestapo. Beaucoup plus tard, le 13 mai 1995, nom d'Aimé Ramond fut donné à une place de Montgeard à l'initiative d'André Rouu, alors maire de la commune et co-auteur du livre cité dans les sources de cette notice. André Rouu en co-signant un livre biographique d'Aimé Ramond, avait entrepris de "réhabiliter" un homme méconnu dans son village natal après y avoir été dénigré, alors que le chef-lieu de l'Aude avait d'emblée reconnu en lui une des figures de proue de la Résistance de la ville dont le prestige était encore grandi par les circonstances tragiques de sa mort.

**Voir Lieu d'exécution de Roullens (Aude), château et dépôt de munitions de Baudrigues\*.**



**Baudrigues. Stèle à la mémoire d'Aimé Ramond  
Inscription sur la stèle : "Ici a été relevé le corps de Aimé Ramon (sic) le 22 août 1944"  
Photographie André Balent, 10 novembre 2015**

SOURCES : Archives départementales de l'Aude, 107 W 33. — Arch. dép. Aude, 3 J 2881, dossier de documents photocopiés concernant, manuscrit d'André Biaud (s.d., peu après la fin de la guerre) : souvenirs de sa détention à Perpignan et à Carcassonne entre les 15 et 19 août 1944. — Archives communales de Montgeard, état civil, acte de naissance d'Aimé Ramond et mention marginale. — Lucien Maury, *La Résistance audoise (1940-1944)*, Carcassonne, Comité d'Histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, tome I, 450 p. [pp. 136, 322, 334-337] ; tome II, 441, p. [p. 344, p. 393, pp. 395-396]. — Julien Allaux, *La seconde Guerre mondiale dans l'Aude*, Épinal, Le sapin d'or, 1986, 254 p. — Roger Lair, Claude Rivals, André Roou, *Aimé Ramond. De Montgeard à Carcassonne, itinéraire d'un policier résistant*, préface de Julien Allaux, Montgeard, Amicale culturelle, cercle d'histoire Aimé Ramond, 1995, 137 p. — Yannis Bautrait, Jean Blanc, Sylvie Caucanas, Françoise Fassina, Geneviève Rauzy, *Résistances et clandestinité dans l'Aude. Catalogue par les Archives départementales de l'Aude, présentée à Carcassonne du 11 octobre 2010 au 7 janvier 2011*, Carcassonne, Archives départementales de l'Aude, 2010, 71 p. [pp. 64-65]. — *Résistances et clandestinité dans l'Aude, catalogue de l'exposition réalisée aux Archives départementales de l'Aude (Carcassonne)*, édition PDF, Carcassonne, 2010, 22 p. — Memorial genweb ([www.memorialgenweb.org/memor...](http://www.memorialgenweb.org/memor...)), site consulté le 16 octobre 2015. — N.-G., "E.S.O.P : la "promo" du cinquantenaire", *Nice-Matin*, 29 juillet 1994. — « Baudrigues, vision d'horreur », 14 août 2013, Musique et patrimoine de Carcassonne, <http://musiqueetpatrimoine.blogs.lindependant.com/archive/2013/08/14/20-aout-1944-baudrigues-vision-d-horreur-176357.html>, blog d'informations sur la culture, l'histoire et le patrimoine de Carcassonne, consulté le 6 mars 2014. — Philippe Marchal, discours d'hommage à Aimé Ramond, lu par un élève de la section professionnelle (1e année) du lycée Jules-Fil de Carcassonne, PDF non daté in [www.aude.gouv.fr/IMG/pdf/RAMOND](http://www.aude.gouv.fr/IMG/pdf/RAMOND), site consulté le 19 octobre 2015. — Entretien téléphonique avec Mme la secrétaire de mairie de Mongeard, 26 octobre 2015. — Entretien téléphonique avec André Roou, ancien maire de Montgeard et co-auteur du livre cité ci-dessus, 26 octobre 2015. — Courriel d'André Roou, 27 octobre 2015.

André BALENT

\* \* \*  
\*

### **BARDET Jean, Léon, Pierre**

**Né le 24 mai 1921 à Avèze (Gard), exécuté le 29 mai 1944 à Badaroux (Lozère) ; cultivateur ; résistant du maquis Bir-Hakeim.**

Fils de Lucien Bardet, cultivateur, et de Jeanne Baissière, sans profession, Jean Bardet, cultivateur, vivait à Avèze (Gard) où, il épousa Lucienne Paulette Félicie Fabrier le 24 octobre 1940 et devint le père d'une petite fille le 19 mai 1943. En décembre 1943, Jean Bardet décida d'entrer dans le maquis et prit le pseudonyme de Jules. Il appartenait au maquis Bir-Hakeim. Dans la nuit du 25 au 26 mai 1944, avec ses camarades, il prit la direction du village de La Parade sur le Causse Méjean.

Le dimanche 28 mai 1944, Jean Bardet participa au combat de La Parade. Jusqu'à midi, il défit les positions des maquisards dans La Borie. À midi, il fit partie d'un groupe d'une quinzaine de maquisards qui tenta de rompre l'encerclement en effectuant une percée en direction du cimetière de La Parade et du bois du Bédos. Cette tentative de percée échoua. À 16 heures, avec quatre maquisards, il sortit du hameau de La Borie, portant un drapeau blanc. Accueilli par des huées et des coups de sifflets allemands, il rejoignit les maquisards de Bir Hakeim déjà prisonniers. Il fut ensuite chargé par les troupes d'Occupation de ramener les morts et les blessés allemands vers La Parade. Il s'exécuta ainsi que ses camarades de combat faits prisonniers.

À 17 heures, avec 26 de ses camarades faits prisonniers, il fut conduit à Mende dans les camions de la Légion arménienne. Croyant être considéré comme un prisonnier de guerre, selon la promesse faite par le capitaine Lange aux maquisards qui se rendraient. Livré à la police allemande, il subit les tortures d'un très dur interrogatoire (nez cassé, visage brûlé à la lampe à souder).

Le lundi 29 mai 1944 au matin, il fut emmené dans le ravin de La Tourette à proximité du village de Badaroux et exécuté.

Son corps descendu sur Badaroux, fut inhumé le jour même à côté du cimetière du village.

Le 4 janvier 1945, sa femme fut autorisée à faire procéder à l'exhumation de son corps et à le faire transporter à Arrigas pour qu'il soit inhumé près des siens.

Son acte de décès est dressé le 10 février 1945 sur déclaration de son frère Lucien. Le grade de lieutenant du maquis et la mention Mort pour la France sont portés en marge de cet acte.

SOURCE : L'Association Départementale des Anciens de la Résistance, *La Résistance en Lozère*, CD-ROM, AERI, 2006. — État civil.

Jean-Pierre BESSE

\* \* \*

\*

**SENTIS Francis [DUBOUCHER, pseudonyme de Résistance]**

**Né le 8 mai 1923 à Perpignan (Pyrénées-Orientales) ; mort le 31 octobre 2013 à Canet-en-Roussillon (Pyrénées-Orientales) ; militaire ; employé Ponts-et-Chaussées ; militant communiste ; résistant (FTP) ; secrétaire départemental de l'ANACR (1974-1984)**

Francis est né dans le quartier Saint-Jacques de Perpignan. Il est le fils de François Sentis (né le 29 décembre 1898 à Elne, Pyrénées-Orientales), livreur au dépôt perpignanais des Eaux du Boulou) et de Marie Batlle, ouvrière aux usines de papier à cigarettes Bardou-Job de Perpignan. Ils achetèrent une parcelle de terrain au milieu des vignes, à proximité du Hameau de Saint-Gaudérique, où habitait la majeure partie de la famille Sentis. Pendant son temps libre, François y construisit un « casot », qui désigne en catalan l'appentis servant à protéger des intempéries les outils du jardin.

Lorsque Marie, la mère de Francis, décéda de phtisie, le 7 mai 1930, ce *casot* était devenu une véritable maison à force de travail. Les grands-parents paternels de Francis l'élevèrent et l'inscrivirent à l'école de Saint-Gaudérique.

François se remaria en 1931 avec Augustine Mille, marchande de volaille. À la naissance de leur fille, Jacqueline, François quitta son emploi pour travailler avec sa femme sur son étal au marché. Les faibles revenus familiaux l'obligèrent à se faire embaucher comme manutentionnaire et chauffeur chez un épicier en gros.

Francis pour sa part fut reçu au concours d'entrée à l'École primaire supérieure de Perpignan en 1936, et obtint son Brevet d'Enseignement Primaire supérieur en 1939. L'option choisie, Arts et Métiers, lui permettait de préparer le concours d'entrée à l'École Nationale des Arts et Métiers d'Aix-en-Provence.

Tout en n'étant inscrit dans aucun parti politique François lisait *l'Humanité* ; Francis, quant à lui, rejoignit les Jeunesses communistes en 1938.

Son père mobilisé en 1939, Francis ne put continuer ses études et fut obligé de travailler. Il remplaça son père chez le grossiste en épicerie. Après la démobilisation de ce dernier en 1940, il continua de travailler à ses côtés. Les conditions de travail étaient très difficiles. Bien que cherchant un autre emploi, Francis resta dans la même entreprise jusqu'à ce qu'en septembre 1942 le patron exigeât plus de travail pour le même salaire ; la discussion s'envenima ; François intervint et décida que son fils et lui démissionnaient. Francis s'en alla faire les vendanges à Opoul (Pyrénées-Orientales), où il apprit par un camarade que les Ponts-et-Chaussées recrutaient un dessinateur. Après entretien, il fut admis comme dessinateur auxiliaire à compter du 1er octobre 1942. Mais, comme il continuait de militer aux JC, il dut quitter le département des PO, pour se mettre au « vert » en Aveyron.

En effet, en septembre 1939, malgré son vote des crédits de guerre du 2 septembre, le Parti communiste avait été dissous et ses membres pourchassés pour avoir approuvé le pacte germano-soviétique. Francis tenta alors de rejoindre le parti clandestin qui se reconstituait et parvint à y adhérer en septembre 1940. Trois groupes de trois jeunes furent constitués ; Francis assurait la liaison entre les responsables de chaque groupe. Les tracts ou « papillons », tapés par Francine et Odette Sabaté, lui étaient remis par Jean Gispert pour être diffusés aux trois groupes. Jean Gispert était en contact avec le

triangle régional clandestin du PCF et recevait tracts et journaux clandestins. Cette période fut celle où il fallut se préparer à assumer les dangers sans les surévaluer, ni les sous-évaluer. Ce fut aussi pendant cette période d'avant l'occupation de la zone sud par les Allemands que Georges Lamirand, secrétaire général à la Jeunesse, vint dans le département (en juin 1941) dans le cadre d'une tournée en Languedoc et en Roussillon. Le Parti communiste et la Jeunesse ouvrière chrétienne décidèrent de perturber l'assemblée des jeunes prévue au théâtre municipal. Le chahut organisé obligea Lamirand à battre en retraite, mais entraîna une sévère répression qui désorganisa l'organisation clandestine du Parti. Francis fut alors chargé de réorganiser les JC, puis à partir de mai 1942 de prendre en charge le Front patriotique de la jeunesse, organisation de jeunesse du Front national. En fait, il géra essentiellement les jeunes communistes de Perpignan, de Rivesaltes et des isolés. D'autres groupes indépendants existaient dans le département (autour de Charles Llobères\* ou de Raoul Vignettes\*). Le 21 juin 1942, les communistes seuls, puis le 14 juillet 1942, de façon unitaire cette fois des manifestations importantes se déroulèrent. Francis put, à cette occasion, utiliser une ronéo. La répression vichyste frappa de nouveau.

L'occupation de la zone sud amena le Parti à solliciter ses cadres pour constituer des groupes FTPF. Francis participa à ce travail, en relation avec son responsable inter-régional Ildefonse Hernandez\*. Ce fut à la SNCF que l'essentiel du travail fut fait à cette époque avant et après l'occupation, ainsi Francis profita de son emploi chez le grossiste pour participer à certaines actions. Plus tard, en tant que dessinateur pour les Ponts-et-Chaussées, et travaillant à la préfecture, il pouvait recevoir des documents (plans de lieux sensibles) de sa camarade Francine Sabaté, employée de préfecture, pour les transmettre au responsable FTPF, Isidore Marty\*.

Par la suite, une grande part du travail des jeunes consista à lutter contre le Service du travail obligatoire. Écrire, taper, ronéoter des tracts, les diffuser au plus près des requis, retarder les trains nécessitait aussi d'avoir un lieu pour se cacher (maquis). Ce travail de distribution de tracts ou de retardement des trains était dangereux pour la sécurité des militants, ainsi en avril 1943, Francis fut convoqué à la Police judiciaire. Interrogé puis relâché, il décida de rejoindre une « planque » dans l'Aveyron, département qui échangeait ses résistants inquiétés avec les Pyrénées-Orientales. Il y continua de résister.

De retour dans les Pyrénées-Orientales, il fut convoqué aux Chantiers de jeunesse ; après en avoir informé le Parti, il rejoignit le regroupement VI, de Marvejols (Lozère) le 23 août 1943. Il y resta jusqu'à sa démobilisation du 14 janvier 1944. Craignant le Service du travail obligatoire, Francis rejoignit son père qui était embauché comme débardeur dans une scierie ; ceci lui permit d'être requis sur place et d'éviter ainsi le STO. Il reprit contact avec le PCF, puis aux FTPF, mais n'ayant aucune affectation FTPF en juin, il décida de rejoindre l'Aveyron et le maquis d'Ols (appelé aussi maquis Dominique-Vincetti\*). Il appartenait à la 4201<sup>e</sup> compagnie FTPF et fut nommé, en juillet 1944, commissaire aux effectifs après les combats de Gelles (24 et 25 juillet 1944). Fin août 1944, suite à l'assimilation des FTPF au sein des FFI, Francis fut promu adjudant.

À ce titre, le 1<sup>er</sup> bataillon de l'Aveyron, restructuré à Rodez fut d'abord affecté à la demi-brigade du Tarn (5 septembre 1944). Parti de Rodez le lendemain avec la demi-brigade du Tarn, Francis fit partie du convoi ferroviaire amenant les FTPF de l'Aveyron vers le département du Cher pour participer, avec d'autres unités FFI, aux combats contre une colonne allemande qui tentait de se regrouper dans la vallée du Rhône. Composée de près de 20000 hommes (2 officiers généraux, 729 officiers, 3 876 sous-officiers et 15 134 hommes de troupe), elle était dirigée par le major général Elster. Ces combats furent significatifs d'une part du mépris que les Étatsuniens avaient pour la Résistance, en les tenant à l'écart des pourparlers et de la reddition du général Elster, mais aussi du refus allemand de considérer les Résistants comme des soldats, mais plutôt comme des terroristes (alors que les éléments de sa colonne furent harcelés par les FFI qui profitaient des lieux propices aux embuscades). Les combats eurent lieu du 11 au 14 septembre, entre Fours (Nièvre) et Saulieu (Côte-d'Or). Du 18 septembre au 16 octobre, il suivit une période de d'instruction militaire à Saint-Apollinaire (Côte-d'Or), près de Dijon. Le 16 octobre la demi-brigade du Tarn fut affectée à la 3<sup>e</sup> division d'infanterie algérienne et transférée à Vagney (Vosges). Les membres du 1<sup>er</sup> bataillon de l'Aveyron qui signèrent à ce moment-là un engagement furent intégrés à la 1<sup>re</sup> armée française, 3<sup>e</sup> division d'infanterie algérienne, en tant que bataillon formant corps (reconnu unité combattante du 9 août 1944 à mai 1945).



**Photographie d'identité de l'adjutant Duboucher, Francis Sentis de son nom réel extraite de son livret militaire de FFI-FTP**

Ayant intégré d'abord, le 22 octobre, le 4<sup>e</sup> groupement de tabors marocains, Francis participa aux offensives permettant la libération de Gérardmer (novembre 1944). À cette occasion, Francis fut cité à l'ordre du jour du bataillon et il conduisit un détachement de la 4301e qui défila devant les généraux de Gaulle et de Lattre de Tassigny.

Le 29 novembre 1944, Francis intégra avec son unité le 1<sup>er</sup> groupement de tabors marocains dans le cadre d'un groupement tactique pour participer à « la bataille des cols et des crêtes », pendant laquelle les températures oscillaient entre moins 20° et moins 30°. Il fut proposé à une citation à l'occasion de la bataille du col de Bramont (3 et 4 décembre 1944).

Après la chute de Colmar (9 février 1945), il obtint une permission. Malheureusement, à Collonges-au-Mont-d'Or (Rhône), le train dérailla et Francis fut grièvement blessé. Hospitalisé à Lyon (hôpital Édouard-Herriot) pour y subir huit opérations, de février 1945 à février 1946, il rejoignit l'hôpital militaire de Toulouse pour y être opéré une dernière fois. À Toulouse, il milita dans l'Union des Jeunesses républicaines de France (UJRF), organisation née de la fusion des Jeunesses communistes et de plusieurs organisations résistantes jeunes. Le 27 septembre 1946, il fut réformé et démobilisé. Ce qui ne l'empêcha pas d'être hospitalisé à plusieurs reprises pour des questions médicales liées à cet accident de train.

De retour à la vie civile, il fut réintégré aux Ponts-et-Chaussées comme dessinateur auxiliaire au 3<sup>e</sup> échelon (en raison de ses services antérieurs et de ses services résistants et militaires). Il gravit les échelons pour terminer adjoint administratif en 1972. Il fut admis à la retraite en janvier 1983.

En 1947, il épousa Marcelle Farines, elle-même militante de l'UJRF ; ils eurent trois enfants, Georges, Henri et Brigitte.

Militant des Amis des FTPF (affiliée à l'ARAC), puis de l'ANACR, lorsque cette association fut créée, il en fut secrétaire départemental, puis secrétaire du bureau départemental entre 1974 et 1984. À partir de 2004, il devint président du Comité d'honneur.

Ses activités ne furent pas seulement liées à la Résistance, bien qu'il ait été résistant dans l'âme. Militant syndical à la CGT (dès 1947), élu à la commission exécutive de l'union départementale des Pyrénées-Orientales, militant du comité des retraités CGT de la DDE 66 (1983), membre de la commission exécutive de l'Union syndicale des Retraités CGT. Après la guerre, mais aussi après la scission d'avec FO, il fallut reconstruire une nouvelle organisation, tâche à laquelle il s'attela avec d'autant plus de vigueur que les auxiliaires étaient nombreux et peu syndiqués. Mais, il ne se contenta pas de travailler pour les auxiliaires, il lutta pour le renforcement de la CGT aux Ponts-et-Chaussées comme dans les Pyrénées-Orientales ou au niveau national.

Mais ce fut surtout son militantisme communiste qu'il mit en avant. Il fut membre du comité fédéral dès 1947 ou 1948 et jusqu'au début des années 1970, et du bureau fédéral à partir du début des années 1950. Candidat à des élections municipales à Perpignan en 1959, 1965, 1966, 1977, 1983, 1989 et 2001. Enfin, malgré son âge et une santé délicate, en raison de sa blessure à la tête, il dirigea l'Amicale 66 des vétérans du PCF. Son principal passe-temps, avec ses collègues des Ponts-et-Chaussées ou sa famille, était la pêche.

SOURCES : Christian Font, Henri Moizet, *Construire l'histoire de la Résistance. Aveyron 1944*, Rodez, CDDP Rodez, CDIHP Aveyron, CRDP Midi-Pyrénées, 1997, p.344 p. [combats de Gelles, pp.

180-182] ; *Maquis et combats en Aveyron. Chronologie 1936-1944*, Rodez, ONAC Aveyron, ANACR Aveyron, CRDP Midi-Pyrénées, 2001 [pp. 319-320, combats de Gelles], 412 p. — Jean Larrieu et Ramon Gual, *Vichy, l'Occupation nazie et la Résistance catalane*, Tomes I, II A et II B, Prades, Éd. Terra Nostra, 1994, 1996 et 1998. — Georges Sentis, *Francis Sentis, une vie au service du bien commun*, tomes 1 et 2, Perpignan, Éditions Marxisme / Régions, 2013, 56 et 42 p. — François Testas, « Le 1er bataillon FTP de l'Aveyron (Bataillon Marc) devenu le III/151e RI » in André Souyris-Rolland (éd.), *Les forces françaises de l'intérieur du Languedoc-Roussillon / région R3 dans l'armée de la Libération, Colloque de Montpellier du 14 mars 1996*, Arcueil, Public-Réalizations, 1997, 256 p. [pp. 142-146]. — Daniel Virieux, « Forces unies patriotiques » in *Dictionnaire historique de la Résistance*, François Marcot (dir.), Paris, Robert Laffont, 2006, pp. 186, — Nombreuses conversations avec Francis Sentis et son fils Georges. — Note d'André Balent.

Pierre CHEVALIER

\* \* \*  
\*

**SORS Léon** (notice publiée dans *Le Midi Rouge*, n° 25, pp. 32-37.

*Addendum* à la notice biographique publiée dans *Le Midi Rouge*, n° 25, p. 33 : précisions dates et lieux de naissance des enfants :

De son mariage avec Marthe Piard, Léon Sors eut quatre enfants : Germaine née le 14 juin 1920 à Saint-Laurent-de-la-Salanque, Jean-Louis né le 12 mars 1924 à Bourg-Madame, Gabriel né le 11 octobre 1925 à Bourg-Madame, Hélène née le 25 juillet 1927 à Bourg-Madame.

A.-B.

\* \* \*  
\*

**INTERNET DE L'ASSOCIATION MAITRON  
LANGUEDOCROUSSILLON**

**L'Association Maitron Languedoc-Roussillon a un site :**

**<http://www.histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.fr/>**

**Consultez également le site du « Maitron » : [www.maitron.org](http://www.maitron.org)**

## **SOUSCRIPTION AU MAITRON :**

Chaque volume du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social est en vente (*DBMOMS, Le Maitron*) est en vente dans toutes les librairies au prix de 65 € le volume. Dur chaque volume environ 650 notices. Le tome 12 est vendu avec un accès gratuit au site internet du *Maitron* (Maitron-en-ligne) qui permet l'accès à environ 160 000 notices).

Le *Maitron* (dictionnaires papier et site Maitron-en-ligne) est édité par les **Éditions de l'Atelier/ Les Éditions ouvrières 51-55, rue Hoche 94200 – IVRY-DUR-SEINE**

### **SITE DES ÉDITIONS DE L'ATELIER :**

[www.editionsatelier.com](http://www.editionsatelier.com)

[www.maitron.org](http://www.maitron.org)

*Le Maitron a aussi édité le Les Fusillés (1940-1944). Dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages et guillotins en France pendant l'Occupation. Publié sous la direction de Claude PENNETIER, Jean-Pierre BESSE, Thomas POUTY et Delphine LENEVEU, avec une centaine d'auteurs, Éditions de l'Atelier, 2015, 1950 pages, 30 €*

*L'achat du Dictionnaire donne accès gratuit à la base Fusillés du site Maitron-en-ligne*